



Comité des accords commerciaux régionaux

PRÉSENTATION FACTUELLE

**TRAITÉ D'ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE À L'UNION ÉCONOMIQUE EURASIATIQUE
(MARCHANDISES ET SERVICES)**

Rapport du Secrétariat

Le présent rapport, préparé pour l'examen du traité d'adhésion de la République kirghize à l'Union économique eurasiatique, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et en pleine consultation avec les Parties. La présentation factuelle reprend dans toute la mesure possible la terminologie utilisée dans l'Accord et les observations formulées, et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielles de cette terminologie de la part du Secrétariat. Le rapport a été rédigé conformément aux règles et procédures énoncées dans la Décision relative au Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux (WT/L/671) et n'implique donc, de la part du Secrétariat, aucun jugement de valeur quant au contenu du traité.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à Maria Donner Abreu (tél: +41 22 739 52 44). Les questions d'ordre statistique concernant ce rapport peuvent être adressées à Rowena Cabos (tél: +41 22 739 51 85).

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL.....	4
1.1 Commerce des marchandises.....	4
1.2 Commerce des services et investissement	6
2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DU TRAITÉ	9
2.1 Renseignements généraux.....	10
3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES.....	11
3.1 Libéralisation des échanges entre les Parties.....	11
3.2 Commerce avec des tierces parties.....	13
3.2.1 Application du tarif extérieur commun de l'UEE par la République kirghize	13
3.2.2 Mesures non tarifaires	19
3.2.3 Autres mesures relatives à l'exportation	19
3.2.4 Redevances et impositions liées à l'importation et à l'exportation.....	19
3.2.5 Incidence générale de la création de l'UEE	20
3.3 Règles d'origine.....	20
3.4 Dispositions réglementaires relatives au commerce des marchandises	20
3.4.1 Normes	20
3.4.2 Mesures de défense commerciale.....	22
3.4.3 Subventions et aides publiques.....	24
3.4.4 Procédures douanières	24
4 DISPOSITIONS SUR LE COMMERCE DES SERVICES ET L'INVESTISSEMENT	27
4.1 Champ d'application et définitions	27
4.2 Refus d'accorder des avantages	27
4.3 Dispositions générales concernant le commerce des services et l'investissement	27
4.3.1 Accès aux marchés	27
4.3.2 Traitement national et traitement NPF	28
4.3.3 Présence commerciale	28
4.3.4 Mouvement des personnes physiques.....	28
4.3.5 Prescriptions en matière de résultats.....	28
4.3.6 Entreprises et monopoles d'État	28
4.4 Engagements en matière de libéralisation et Marché unique.....	28
4.4.1 République kirghize.....	31
4.5 Dispositions réglementaires	36
4.6 Dispositions sectorielles sur le commerce des services	36
4.6.1 Services financiers.....	36
4.6.2 Services d'électricité	36
4.6.3 Services de transport ferroviaire.....	37
5 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD.....	37
5.1 Transparence	37
5.2 Paiements courants et mouvements de capitaux	37

5.3 Exceptions.....	37
5.4 Adhésion et retrait.....	37
5.5 Cadre institutionnel	37
5.6 Règlement des différends	38
5.7 Relation avec d'autres accords conclus par les Parties	38
5.8 Marchés publics.....	39
5.9 Droits de propriété intellectuelle	39
5.10 Concurrence.....	39
5.11 Autres	39
ANNEXE 1.....	40
ANNEXE 2.....	42
ANNEXE 3.....	43
ANNEXE 4.....	44

FAITS ESSENTIELS

Parties à l'Accord:	République kirghize, Fédération de Russie, République d'Arménie, République du Bélarus et République du Kazakhstan
Date de signature:	23 décembre 2014
Date d'entrée en vigueur:	12 août 2015
Date de notification:	1 ^{er} septembre 2015
Mise en œuvre intégrale:	2025 (marchandises et services)

1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

1.1. Le 12 août 2015, la République kirghize est devenue le cinquième Membre à part entière de l'Union économique eurasiatique (ci-après l'UEE), aux côtés de la Fédération de Russie, de la République d'Arménie, de la République du Bélarus et de la République du Kazakhstan.

1.2. Avec 6,08 millions d'habitants en 2016, la République kirghize est le plus petit État membre de l'UEE après la République d'Arménie.¹ En 2016, son PIB était estimé à 6 551 millions de dollars EU, contre 1 474 milliards de dollars EU pour l'UEE-4.² En 2016, la République kirghize était le 110^{ème} exportateur mondial et le 103^{ème} importateur mondial de marchandises, et pour le commerce de services elle occupait les 104^{ème} et 111^{ème} rangs (en excluant le commerce intra-UE). La même année, les exportations mondiales de la République kirghize ont atteint 1,5 milliard de dollars EU et ses importations 3,9 milliards de dollars EU.³ Toujours en 2016, l'UEE se classait aux 9^{ème} et 12^{ème} rangs en termes d'exportations et d'importations de marchandises au niveau mondial, et aux 12^{ème} et 10^{ème} rangs en termes d'exportations et d'importations de services commerciaux (en excluant le commerce intra-UE).⁴ Ses exportations et importations mondiales de marchandises étaient estimées à 343,7 milliards de dollars EU et à 247,4 milliards de dollars EU, respectivement.

1.3. Entre 2012 et 2014, les exportations et les importations mondiales de la République kirghize étaient dominées par les pierres gemmes et les minéraux. Sur la même période, les produits minéraux ont représenté les principales exportations mondiales de l'UEE, tandis que ses importations étaient dominées par les machines.

1.1 Commerce des marchandises

1.4. En 2016, la République kirghize a représenté une part relativement faible des exportations et importations mondiales de l'UEE, en se situant aux 21^{ème} et 38^{ème} places respectivement, alors que l'UEE est le deuxième marché d'exportation et le premier marché d'importation de la République kirghize. En moyenne, près des deux cinquièmes des échanges de la République kirghize sont effectués avec l'UEE.⁵

1.5. Comme cela est indiqué dans le graphique 1.1, le commerce des Parties avec le reste du monde a connu une croissance stable depuis 2000 – la majeure exception étant une forte baisse en 2009 due à la crise économique mondiale survenue en 2008-2009. En 2014, la chute des flux commerciaux mondiaux de la République kirghize et de l'UEE a coïncidé avec un ralentissement

¹ Données de la Banque mondiale. Adresse consultée:

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=KG&view=chart>.

² Dans cette présentation factuelle, l'UEE-4 comprend l'Arménie, le Bélarus, la Fédération de Russie et le Kazakhstan, tandis que l'UEE-5 inclut également la République kirghize. Les données correspondant à l'UEE sous "Environnement commercial" sont les données agrégées des États Membres; ce ne sont pas des données officielles de l'UEE.

³ Statistiques commerciales tirées des profils commerciaux 2017 de l'OMC. Adresse consultée:

https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/trade_profiles17_e.pdf.

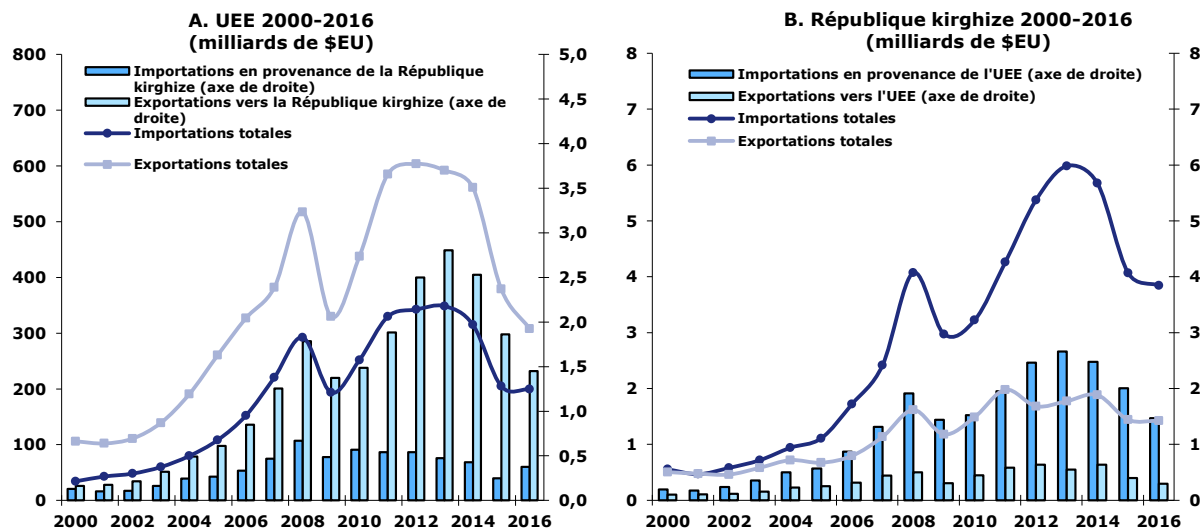
⁴ OMC, Examen statistique du commerce mondial 2017. Adresse consultée:

https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2017_f/wts17_toc_f.htm.

⁵ Base de données Comtrade de la DSNU (hors commerce intra-UE).

économique dans l'UEE. Entre 2000 et 2016, l'UEE est restée un exportateur net vers l'ensemble du monde. La République kirghize, en revanche, a continuellement enregistré un déficit commercial, qui a culminé à près de 6 milliards de dollars EU en 2013 avant de diminuer entre 2014 et 2016. Le commerce bilatéral a suivi une tendance similaire, et en termes relatifs le déficit commercial de la République kirghize avec l'UEE s'est creusé entre 2001 et 2014 avant de reculer en 2015.

Graphique 1.1 UEE-République kirghize: commerce des marchandises au niveau bilatéral et avec le reste du monde, 2000-2016



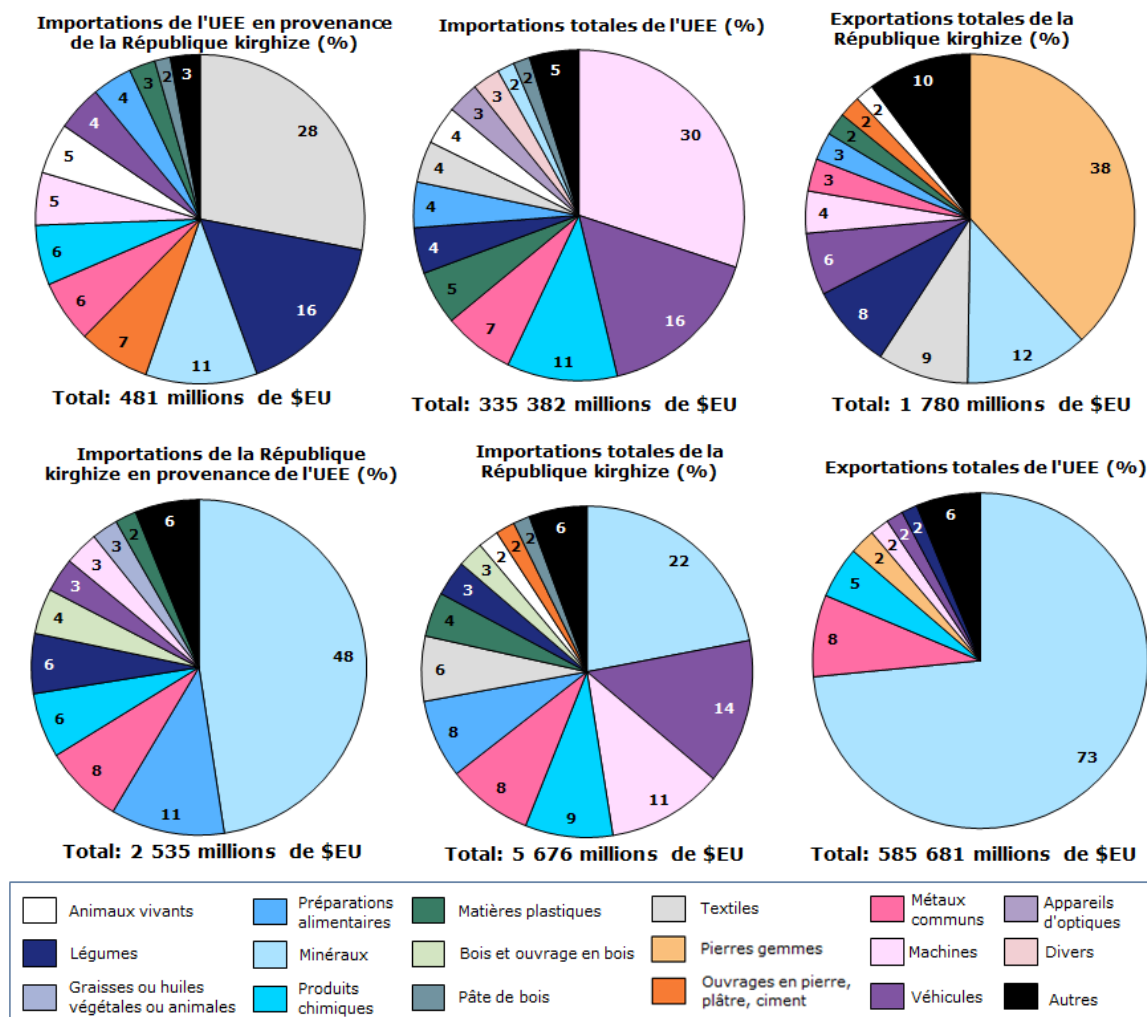
Note: UEE: Arménie, Bélarus, Kazakhstan, Fédération de Russie.

Source: BDI de l'OMC, base de données TradeMap de l'ITC et base de données Comtrade de la DSNU.

1.6. La composition des échanges entre la République kirghize et l'UEE de même que celle de leur commerce mondial durant la période de trois ans 2012-2014 apparaissent dans le graphique 1.2, selon les sections du Système harmonisé (SH). Si plus de la moitié des importations de l'UEE en provenance de la République kirghize sont composées de textiles, de légumes et de minéraux – soit 28%, 16% et 11% respectivement –, les exportations mondiales de la République kirghize semblent être plus concentrées, les pierres gemmes représentant 38%, suivies des minéraux et des textiles avec 12% et 9%, respectivement.

1.7. Sur la même période, les trois produits les plus importés par la République kirghize en provenance de l'UEE, qui étaient aussi les principales catégories d'exportations mondiales de l'UEE – minéraux, préparations alimentaires et métaux communs –, ont représenté 48%, 11% et 8% respectivement des importations du pays en provenance de l'UEE.

Graphique 1.2 UEE et République kirghize: composition par produit du commerce des marchandises, moyenne annuelle (2012-2014)



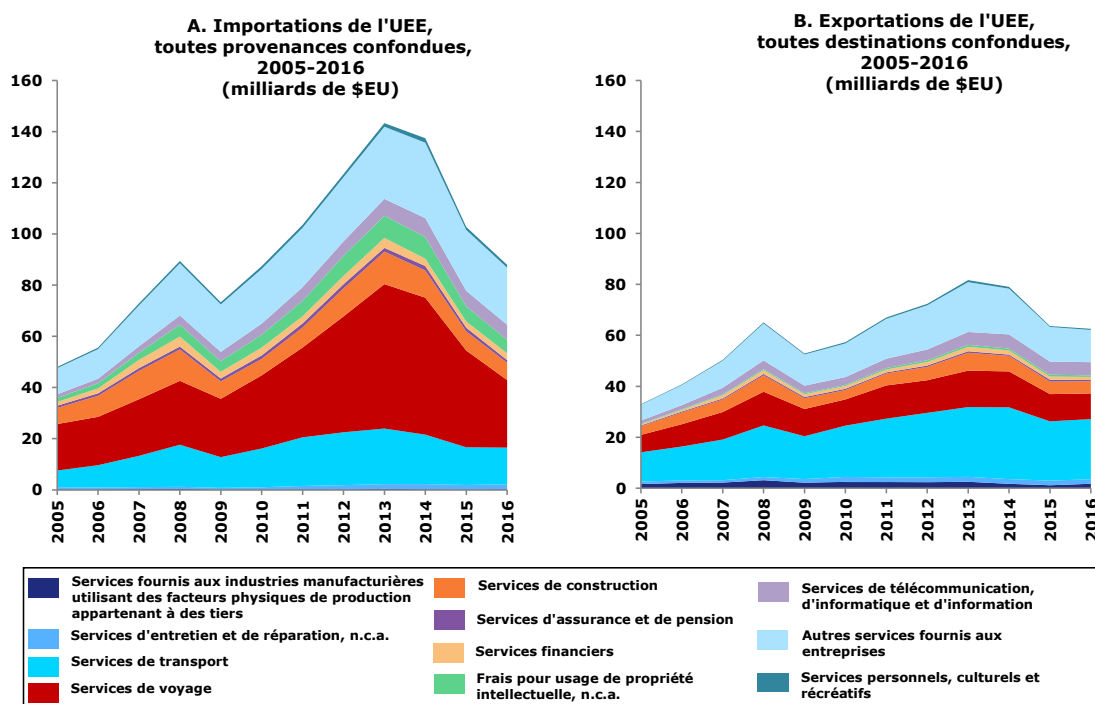
Note: UEE – Arménie, Bélarus, Kazakhstan, Fédération de Russie.

Source: BDI de l'OMC, base de données TradeMap de l'ITC et base de données Comtrade de la DSNU.

1.2 Commerce des services et investissement

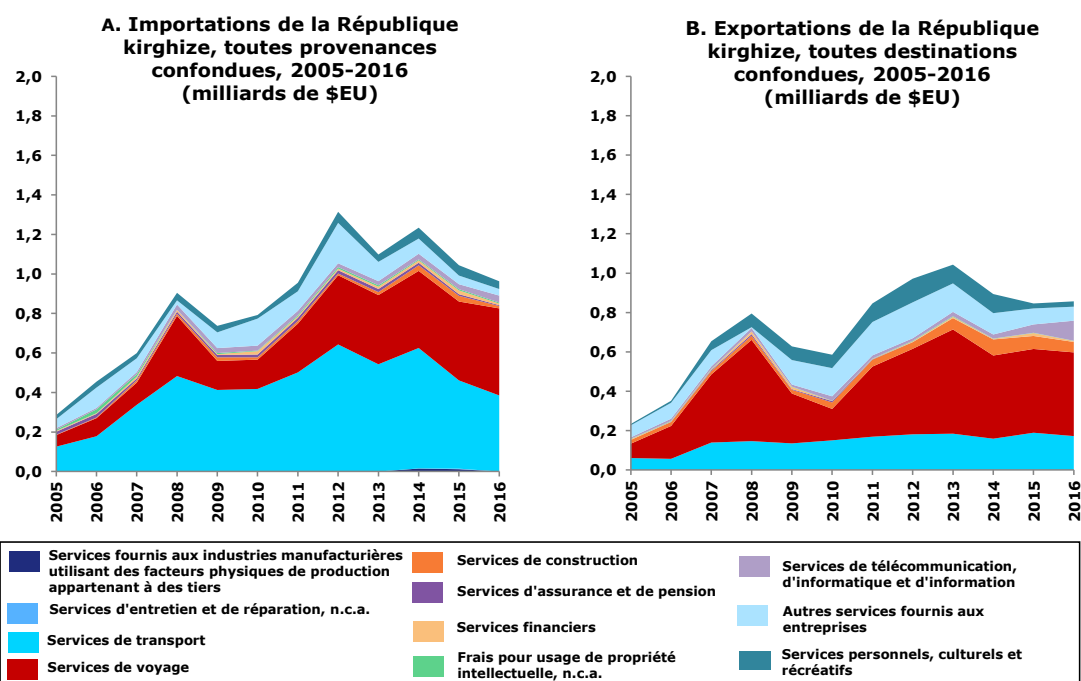
1.8. Les graphiques 1.3 et 1.4 montrent la composition du commerce mondial de services pour l'UEE et la République kirghize entre 2005 et 2016. Les statistiques sur le commerce de services bilatéral ne sont pas disponibles. Pendant cette période, l'UEE a été un importateur net de services de voyage, de services de construction, de services financiers, de services de télécommunication (sauf en 2007) et de frais pour usage de la propriété intellectuelle. L'UEE a enregistré un excédent dans les services de transport, les services fournis aux industries manufacturières et les services d'entretien et de réparation (sauf en 2016). Les services de voyage, de transport et de construction restent les principaux secteurs pour l'UEE.

1.9. Sur la même période, la République kirghize a été un importateur net de services de transport, de services d'assurance et de services financiers (à l'exception d'un excédent en 2008 et 2009). Le pays a enregistré un excédent dans les services de construction, de voyage (sauf en 2016), et les services personnels, culturels et récréatifs (sauf en 2005-2006 et en 2015-2016). Les services de voyage, de transport, et d'entretien et de réparation sont restés les principaux secteurs pour la République kirghize.

Graphique 1.3 UEE: services commerciaux, échanges avec le reste du monde, 2005-2016

Note: Sur la base du MBP6, UEE – Arménie, Bélarus, Kazakhstan, Fédération de Russie.

Source: Base de données statistiques de l'OMC et site Web de la Banque centrale de la Fédération de Russie (données consultées à l'adresse suivante: <http://www.cbr.ru/eng/statistics/Default.aspx?PrId=svs>).

Graphique 1.4 République kirghize: services commerciaux, échanges avec le reste du monde, 2005-2016

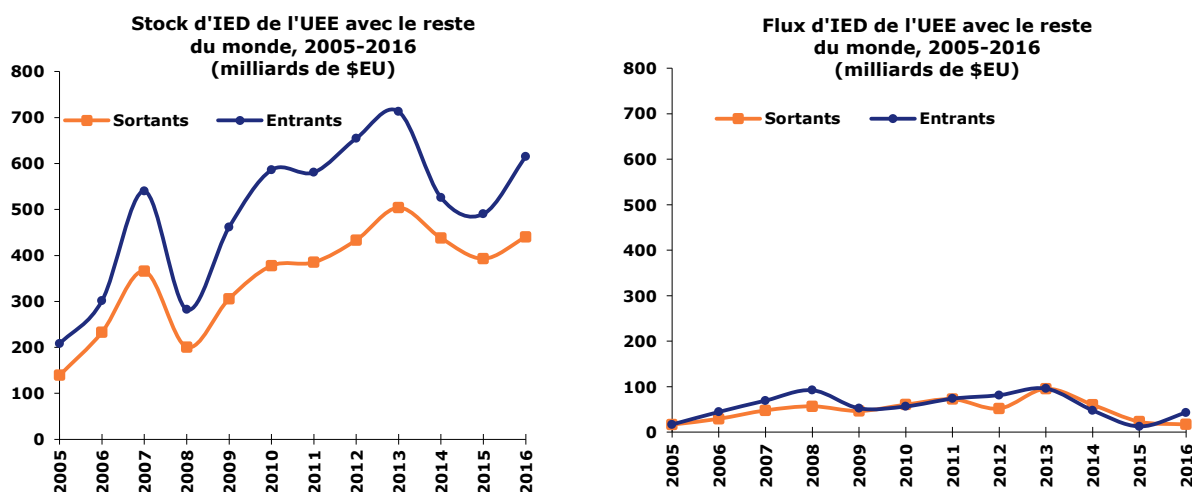
Note: Sur la base du MBP6.

Pas de données sur le commerce des services fournis aux industries manufacturières (2005-2013, 2016), les services d'entretien et de réparation (2005-2013, 2016), et les frais pour usage de propriété intellectuelle (2008). Pas de données sur les exportations de services fournis aux industries manufacturières pour 2014.

Source: Base de données statistiques de l'OMC.

1.10. Le graphique 1.5 présente les tendances de l'UEE en matière d'investissement étranger direct (IED) avec le reste du monde entre 2005 et 2016, qui montrent que l'UEE a été un importateur net d'IED en termes de stocks et de flux pendant la majeure partie de la période analysée. Malgré certaines fluctuations, les stocks d'IED de l'UEE ont généralement suivi une tendance à la hausse, tandis que les flux d'IED ont connu une augmentation moindre et ont culminé en 2008 et en 2013. Sur la même période, la République kirghize a été un importateur net de stocks et de flux mondiaux d'IED, comme cela est indiqué dans le graphique 1.6. Si le stock entrant d'IED de la République kirghize a augmenté de manière linéaire pour atteindre 5,1 milliards de dollars EU en 2016, les flux entrants dans le pays ont fluctué depuis 2008, pour se situer en moyenne à 409 millions de dollars EU. Le développement des stocks et des flux sortants d'IED ont suivi en grande partie une tendance linéaire entre 2007 et 2016. Il n'y a aucune information sur l'IED au niveau bilatéral.

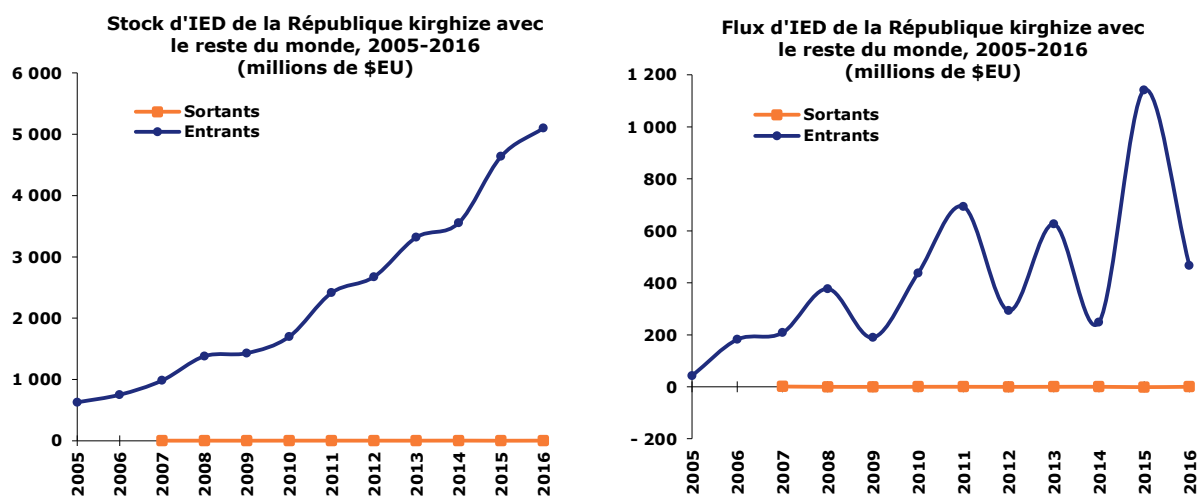
Graphique 1.5 UEE: stock et flux d'IED avec le reste du monde, 2005-2016



Note: UEE – Arménie, Bélarus, Kazakhstan, Fédération de Russie.

Source: CNUCED, autorités kazakhes, données de la Banque centrale de la Fédération de Russie (adresse consultée: <http://www.cbr.ru/eng/statistics/Default.aspx?PrId=svs>).

Graphique 1.6 République kirghize: Stock et flux d'IED avec le reste du monde, 2005-2016



Note: Pas de flux ni de stock d'IED sortants pour 2005 et 2006.

Source: CNUCED, données de la Banque centrale de la Fédération de Russie (adresse consultée: <http://www.cbr.ru/eng/statistics/Default.aspx?PrId=svs>).

2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DU TRAITÉ

2.1. Le 29 mai 2014, le traité instituant l'Union économique eurasiatique entre la Fédération de Russie, la République du Bélarus et la République du Kazakhstan a été signé; il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Le traité prévoit un marché commun pour les marchandises, les services, les capitaux et la main-d'œuvre ainsi qu'une politique coordonnée et convenue dans différents domaines. Le 23 décembre 2014, le traité d'adhésion de la République kirghize à l'UEE a été signé, et des éléments supplémentaires sur l'adhésion ont été définis dans deux protocoles signés le 8 mai 2015.

2.2. En adhérant à l'UEE, la République kirghize accède à la totalité du cadre juridique de l'UEE, conformément au traité d'adhésion de la République kirghize à l'UEE (ci-après le traité d'adhésion), à savoir:

- a. la République kirghize adhère au traité de l'UEE ainsi qu'aux autres traités internationaux conclus dans le cadre de l'Union douanière et de l'Espace économique unique (EEU) (en vigueur depuis 2010 et 2012 respectivement), qui font partie du cadre juridique de l'UEE. Ces traités sont énumérés dans l'annexe du traité d'adhésion⁶;
- b. les modifications qui devront être apportées au cadre juridique de l'UEE à la suite de l'adhésion de la République kirghize figurent dans le "Protocole sur les modifications du traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique et les accords internationaux distincts incorporés à la législation de l'Union économique eurasiatique, en vue de l'adhésion de la République kirghize au traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique" (ci-après le Protocole sur les modifications), daté du 8 mai 2015;
- c. le Protocole sur les conditions et les clauses transitoires relatives à l'application par la République kirghize du traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique, des traités internationaux distincts incorporés à la législation de l'Union économique eurasiatique et des lois émanant des instances de l'Union économique eurasiatique à la suite de l'adhésion de la République kirghize audit traité (ci-après le Protocole sur les clauses transitoires) comprend dans son annexe 1 les mesures transitoires dans l'attente de la mise en œuvre complète par la République kirghize du cadre juridique de l'UEE, et indique dans son annexe 2 les exceptions temporaires de la République kirghize au tarif extérieur commun de l'UEE; et
- d. à compter de son adhésion, la République kirghize mettra en œuvre toutes les lois et les décisions adoptées par les organes de l'UEE ainsi que celles de l'Union douanière (article 4) qui étaient en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Traité d'adhésion, compte tenu des dispositions du Protocole spécifié à l'alinéa c) ci-dessus.

2.3. La relation entre l'adhésion de la République kirghize à l'UEE et sa participation à l'OMC est régie par l'article 5 du traité d'adhésion et par l'annexe 1 du Protocole sur les clauses transitoires. Les articles 6 et 7 du traité d'adhésion traitent de l'abolition du contrôle douanier pour les marchandises et les véhicules qui passent la frontière entre la République kirghize et le Kazakhstan ainsi que l'abolition du contrôle sanitaire et phytosanitaire à cette même frontière. Le traité d'adhésion régit également le ratio de distribution des droits d'importation, les différends concernant son interprétation et sa mise en œuvre ainsi que son entrée en vigueur (articles 8, 10 et 11 du traité d'adhésion).

2.4. La présentation factuelle sur le traité instituant l'Union économique eurasiatique (ci-après le traité de l'UEE), distribuée sous la cote WT/REG358/1, explique en détail le fonctionnement, les règles et les réglementations de l'UEE, tandis que l'adhésion de l'Arménie à l'UEE est examinée dans la présentation factuelle distribuée sous la cote WT/REG363/1. Pour comprendre pleinement

⁶ L'annexe 1 énumère 34 instruments juridiques auxquels la République kirghize adhère à la suite de son adhésion à l'UEE. Ils comprennent des questions comme les règles d'origine, les préférences accordées aux pays en développement et aux pays les moins avancés, le registre des objets de propriété intellectuelle, etc. La formulation spécifique qui doit être modifiée dans ces instruments juridiques – en ajoutant simplement "République kirghize" aux pays auxquels s'appliquent les dispositions pertinentes – figure dans le Protocole sur les modifications à apporter au traité d'adhésion, daté du 8 mai 2015.

l'adhésion de la République kirghize à l'UEE, traitée dans le présent document, il faudra donc examiner conjointement tous ces documents.

2.1 Renseignements généraux

2.5. Le 1^{er} septembre 2015, la République kirghize a notifié le traité d'adhésion de la République kirghize au traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique au titre de l'article XXIV du GATT de 1994 et de l'article V de l'AGCS (WT/REG366/N/1-S/C/N/823). Le traité d'adhésion a été signé le 23 décembre 2014; après l'achèvement des procédures de ratification, il est entré en vigueur le 12 août 2015, date à laquelle la République kirghize est devenue le cinquième État membre de l'UEE. Le traité de l'UEE est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015, et le 2 janvier 2015 l'Arménie a adhéré à l'UEE.

2.6. Au moment de l'entrée en vigueur du traité d'adhésion, l'Arménie, la République kirghize et la Fédération de Russie étaient Membres de l'OMC; le Kazakhstan a accédé à l'OMC le 30 novembre 2015. En juin 2018, le processus d'accession du Bélarus à l'OMC était toujours en cours.

2.7. Des liens étroits unissent la République kirghize et les autres États membres de l'UEE depuis 1996 et la signature, conjointe entre le Bélarus, le Kazakhstan et la Fédération de Russie, de l'Accord-cadre pour la création d'un marché commun – le traité d'intégration renforcée dans les domaines économique et humanitaire. En 1999, cet accord-cadre a été complété par le traité sur l'Union douanière et l'EEU, signé par les quatre pays et le Tadjikistan et qui poursuivait la création progressive du marché commun grâce à des étapes à définir. En 2000, les cinq pays ont signé le traité instituant la Communauté économique eurasiatique (EurAsEC), en faisant ainsi une organisation internationale dotée d'une personnalité juridique. Le cadre mis en place en 2003 avec le traité instituant la Zone économique commune a fourni une feuille de route pour la création d'une zone de libre-échange entre les cinq pays, mais en 2006 il a été décidé que le Bélarus, le Kazakhstan et la Fédération de Russie accéléreraient les efforts visant la mise en place de l'Union douanière, tandis que la République kirghize et le Tadjikistan rejoindraient l'organisation dès qu'ils seraient prêts. Le traité sur l'Union douanière a été signé en octobre 2007 et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

2.8. En 2011, le Conseil interétatique de la Communauté économique eurasiatique est convenu que les conditions étaient réunies pour garantir l'adhésion de la République kirghize au projet d'intégration eurasiatique. En 2013, un Mémoire d'accord a été signé entre la Commission économique eurasiatique (ci-après la Commission) et la République kirghize visant à approfondir la coopération entre la République kirghize et les États membres de l'Union douanière et de l'EEU dans différents secteurs économiques. En octobre 2014, la feuille de route pour l'adhésion de la République kirghize à l'Union douanière et à l'EEU a été signée; elle prévoyait l'adoption de plus de 180 mesures dans différents domaines, y compris l'administration douanière; les réglementations techniques, les mesures sanitaires, phytosanitaires et vétérinaires; le transport et les infrastructures; les réglementations tarifaires et non tarifaires; les mesures antidumping; les politiques commerciales et financières; et les statistiques. La vaste majorité de ces mesures avaient une date limite de mise en œuvre fixée en 2014 ou en 2015, tandis que quelques-unes étaient laissées pour 2017-2018.

2.9. L'Union douanière et l'EEU ont pris fin lorsque l'UEE a été instaurée (article 113 du traité de l'UEE).⁷ De nombreux instruments juridiques de l'Union douanière et de l'EEU ont toutefois été intégrés à la législation de l'UEE; lorsqu'il y a lieu, ils seront mentionnés dans le présent document.

2.10. Le 23 décembre 2014, face aux progrès importants réalisés dans la mise en œuvre des mesures de la feuille de route pour l'adhésion de la République kirghize à l'Union douanière et à l'EEU, le traité d'adhésion de la République kirghize à l'UEE a été signé lors de la session du Conseil économique suprême eurasiatique (ci-après le Conseil suprême). Des éléments supplémentaires ont été définis dans deux protocoles signés à la réunion du Conseil suprême tenue le 8 mai 2015. Le 12 août 2015, après la mise en œuvre de toutes les mesures de la feuille de route requises et l'achèvement des procédures de ratification, la République kirghize est

⁷ De nombreux autres accords ont également pris fin, y compris le traité sur l'EurAsEC. Une liste complète des instruments juridiques ayant pris fin est incluse à l'annexe 33 du Traité instituant l'UEE.

devenue un membre à part entière de l'UEE. Le 11 avril 2017, un nouveau protocole a été signé pour revoir le ratio de distribution des droits d'importation perçus.

2.11. La structure des instruments juridiques relatifs à l'adhésion de la République kirghize à l'UEE est présentée dans l'encadré 2.1.

Encadré 2.1 Structure des instruments juridiques relatifs à l'adhésion de la République kirghize à l'UEE

Traité d'adhésion de la République kirghize au traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique (daté du 23 décembre 2014)

Annexe	Liste des traités internationaux inclus dans la législation de l'UEE auxquels la République kirghize a adhéré
--------	---

Protocole sur les modifications du traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique et accords internationaux distincts incorporés à la législation de l'Union économique eurasiatique, en vue de l'adhésion de la République kirghize au traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique (daté du 8 mai 2015)

Annexe	Modifications à apporter au traité du 29 mai 2014 instituant l'UEE et traités internationaux incorporés à la législation de l'UEE
--------	---

Protocole sur les conditions et les clauses transitoires relatives à l'application par la République kirghize du traité du 29 mai 2014, des traités internationaux distincts incorporés à la législation de l'Union économique eurasiatique et des lois émanant des instances de l'Union économique eurasiatique suite à l'adhésion de la République kirghize audit traité (daté du 8 mai 2015)

Annexe 1	Les conditions et les clauses transitoires sur l'application par la République kirghize du traité du 29 mai 2014 instituant l'UEE, des traités internationaux distincts incorporés à la législation de l'UEE, et des lois émanant des instances de l'UEE suite à l'adhésion de la République kirghize audit traité
Annexe 2	Liste des marchandises (et des taux) pour lesquelles la République kirghize applique, pendant une période de transition, des taux de droits à l'importation différents des taux de droits établis dans le tarif douanier commun de l'UEE

Protocole sur l'application de dispositions distinctes du Traité d'adhésion de la République kirghize au traité du 29 mai 2014 instituant l'UEE, signé le 23 décembre 2014 (daté du 11 avril 2017)

3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES

3.1. Une union douanière avec un marché interne unique pour les marchandises, un règlement douanier commun et un régime de commerce extérieur commun est en place entre les États membres de l'UEE – et la République kirghize depuis son adhésion. Le règlement douanier commun est mis en œuvre conformément aux dispositions inscrites dans le traité de l'UEE ainsi que dans le traité d'adhésion de la République kirghize, les accords internationaux et les textes de loi constituant le droit de l'UEE régissant les relations douanières.

3.1 Libéralisation des échanges entre les Parties

3.2. Avant son adhésion à l'UEE, tous les échanges effectués entre la République kirghize et chacun des États membres de l'UEE étaient déjà en franchise de droits, conformément aux différents accords de libre-échange bilatéraux et plurilatéraux (ALE) en vigueur entre eux (voir la section 5.5).

3.3. Les tableaux 3.1 et 3.2 montrent le traitement en franchise de droits mis en place entre l'UEE et la République kirghize, ventilé en termes de droits NPF et de traitement préférentiel dans le cadre des ALE existants. En 2015, la République kirghize a bénéficié d'un traitement en franchise de droits sur une base NPF dans l'UEE pour 14,9% des lignes tarifaires de l'Union⁸, soit 23,7% des importations de l'UEE en provenance de la République kirghize entre 2012 et 2014; le traitement préférentiel en franchise de droits a été appliqué à 85,1% des lignes tarifaires de l'UEE, soit 76,3% de ses importations en provenance de la République kirghize sur la même période. Les chiffres sur la franchise de droits sur une base NPF et le traitement préférentiel accordés par la République kirghize aux États membres de l'UEE montraient une ventilation similaire en termes de

⁸ En 2015, le taux NPF appliqué par la Fédération de Russie couvrait 11 711 lignes tarifaires au niveau des positions à dix chiffres du SH, dont 85,2% avaient des taux de droits *ad valorem*. Sur les lignes restantes, 1 440 avaient des taux de droits mixtes, 274 des droits spécifiques et 19 des taux composites.

pourcentage des lignes tarifaires – environ 16% NPF et 84% préférentiel. Sur le plan commercial, les échanges préférentiels sont encore plus importants et atteignent 93,2% des importations moyennes réalisées entre 2012 et 2014.

Tableau 3.1 UEE: traitement en franchise de droits pour la République kirghize et valeurs moyennes correspondantes des échanges

Période d'élimination progressive des droits	Nombre de lignes	Part (%) du total des lignes du tarif douanier de l'UEE	Valeur des importations de l'UEE en provenance de la République kirghize (millions de \$EU) 2012-2014	Part (%) des importations totales de l'UEE en provenance de la République kirghize 2012-2014
NPF (2015)	1 746	14,9	114,2	23,7
Traitement préférentiel en franchise de droits	9 965	85,1	367,6	76,3
Total	11 711	100,0	481,8	100,0

Note: Le tarif de l'UEE se base sur les droits NPF de la Russie en 2015. UEE – Arménie, Bélarus, Kazakhstan et Fédération de Russie.
D'après la nomenclature du SH2012 au niveau à 10 chiffres du SH.

Source: BDI de l'OMC, EPC de l'OMC et base de données Comtrade de la DSNU.

Tableau 3.2 République kirghize: traitement en franchise de droits pour l'UEE et valeurs moyennes correspondantes des échanges

Période d'élimination progressive des droits	Nombre de lignes	Part (%) du total des lignes du tarif douanier de la République kirghize	Valeur des importations de la République kirghize en provenance de l'UEE (millions de \$EU) 2012-2014	Part (%) des importations totales de la République kirghize en provenance de l'UEE 2012-2014
NPF (2015)	1 898	16,2	174,9	6,8
Traitement préférentiel en franchise de droits	9 813	83,8	2 411,4	93,2
Total	11 711	100,0	2 586,3	100,0

Note: UEE – Arménie, Bélarus, Kazakhstan et Fédération de Russie.
D'après la nomenclature du SH2012 au niveau à 10 chiffres du SH.

Source: BDI de l'OMC et EPC de l'OMC.

3.4. Le traité de l'UEE prévoit un marché interne avec libre circulation des marchandises – les échanges se faisant en franchise de droits d'importation et d'exportation et d'autres impositions ayant des effets équivalents, de mesures non tarifaires et d'instruments de défense commerciale, sauf indication contraire dans le traité (articles 3, 25 et 28 du traité de l'UEE). Une fois qu'une marchandise se trouve sur le territoire de l'Union, le commerce se fait sans déclaration ni contrôle douaniers comme pour le transport, les mesures sanitaires, vétérinaires, etc., sauf indication contraire dans le traité d'adhésion ou le traité de l'UEE.

3.5. Le cadre juridique de l'UEE prévoit la possibilité d'appliquer certaines exceptions à la libre circulation des marchandises, à savoir:

- les marchandises importées en provenance de tierces parties bénéficiant d'exceptions temporaires au tarif extérieur commun par pays, telles qu'appliquées par la République kirghize, l'Arménie et le Kazakhstan (voir la section 3.2). La différence tarifaire entre les droits inférieurs de la République kirghize et le tarif extérieur commun devra peut-être être acquittée pour permettre la circulation des marchandises dans d'autres parties de l'UEE;
- les marchandises exportées par la République kirghize qui bénéficient de périodes de transition au titre du traité d'adhésion, conformément aux modalités et aux conditions

spécifiées dans ledit traité et abordées dans différentes sections du présent document;
et

- c. conformément à l'article 29 du traité de l'UEE, les marchandises pour lesquelles des clauses d'exception générales et/ou de sécurité s'appliquent.

3.6. Sur la base de la valeur des importations en provenance de tierces parties (moyenne pour 2012-2014, et pour 2012-2013 seulement pour le Bélarus), en 2015, 0,09% des importations extra-UEE étaient des marchandises qui correspondent aux exceptions temporaires de la République kirghize au tarif extérieur commun; en 2016, la moyenne était de 0,088%. Toutefois, aucune information ne permet de savoir si ces importations étaient des produits originaires de l'UEE ou provenant de tierces parties.

3.7. Les zones économiques franches (spéciales) et les entrepôts francs, établis en République kirghize conformément à la législation nationale, sont autorisés au titre de l'article 27 du traité de l'UEE. En avril 2018, il y a cinq zones économiques franches établies en République kirghize: Bishkek, Karakol, Naryn, Lalick et Majmak.

3.2 Commerce avec des tierces parties

3.2.1 Application du tarif extérieur commun de l'UEE par la République kirghize

3.8. L'application du tarif extérieur commun de l'UEE par la République kirghize est régie par les sections IV et V et l'annexe 2 du Protocole sur les clauses transitoires, sur la base de deux principes sous-jacents – à savoir l'harmonisation complète des taux NPF de la République kirghize avec le tarif extérieur commun après une période de transition et le respect des obligations envers l'OMC et du traité du 19 mai 2011 sur le fonctionnement de l'Union douanière au sein du système commercial multilatéral (ci-après le traité sur le système multilatéral), qui fait partie du cadre juridique de l'UEE. En résumé, le traité sur le système multilatéral prévoit qu'à compter de la date d'adhésion de tout État membre de l'UEE à l'OMC, les dispositions de l'Accord sur l'OMC, telles que présentées dans son protocole d'accession, qui ont trait aux questions pour lesquelles les États membres avaient autorisé le Conseil suprême et la CEE à réglementer dans le cadre de l'UEE, ainsi qu'aux relations juridiques régies par les traités internationaux constituant le cadre juridique de l'UEE, deviennent une partie intégrante du cadre juridique de l'Union douanière et plus tard de l'UEE. Les États membres de l'UEE sont obligés, lorsqu'ils concluent un accord international dans le cadre de l'UEE, de veiller à ce que cet accord soit conforme à l'Accord sur l'OMC.

3.9. Conformément à la section IV de l'annexe 1 du Protocole sur les dispositions transitoires, la République kirghize s'est engagée à renégocier ses taux consolidés de l'OMC, les renégociations étant menées par une délégation nommée par le Conseil de la Commission de l'UEE (paragraphe 41). Une délégation conjointe, comprenant des représentants de la République kirghize, de l'Arménie, du Bélarus, du Kazakhstan, de la Fédération de Russie et de la Commission de l'UEE⁹, a par la suite été nommée (Ordonnance du Conseil de la Commission n° 16 datée du 9 août 2016). Les résultats des renégociations devront dans un premier temps être approuvés par le Conseil de la Commission avant leur adoption finale à l'OMC; à la suite de quoi le tarif extérieur commun sera modifié en conséquence.

3.10. Les procédures inscrites aux articles XXIV:6 et XXVIII du GATT de 1994 prévoyant la modification de la Liste CXLII de la République kirghize ont été lancées par le pays en avril 2015¹⁰, avec en particulier la mise en circulation des données pertinentes.

3.2.1.1 Niveau d'harmonisation

3.11. Lors de son adhésion, la République kirghize a reçu un certain nombre d'exceptions temporaires au tarif extérieur commun, et, à compter de 2020, le tarif extérieur commun

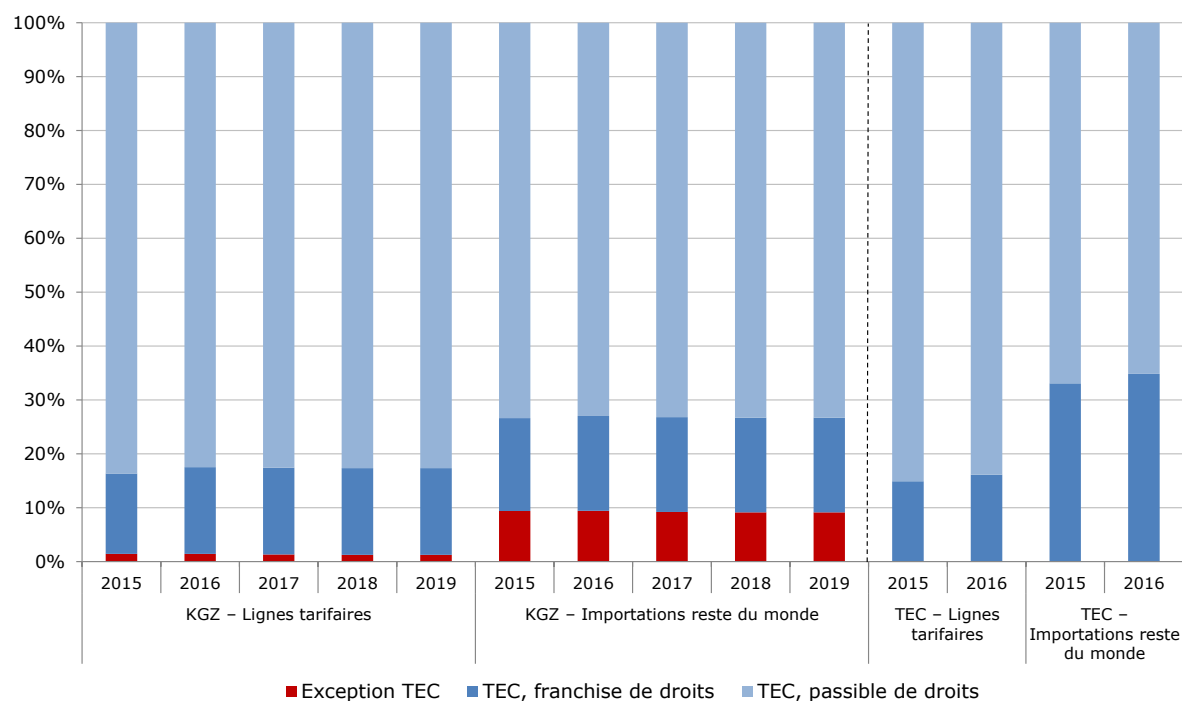
⁹ Les représentants de la Commission sont le Directeur adjoint du Département de la politique commerciale, le chef et un expert de la Division des interactions avec l'OMC et les autres organisations internationales du Département de la politique commerciale.

¹⁰ G/SECRET/38.

s'appliquera sans exception.¹¹ D'ici là, la République kirghize doit s'assurer que les marchandises importées à des taux inférieurs au tarif extérieur commun restent sur son territoire, et elle devra prendre des mesures pour veiller à ce que dans le cas d'exportations vers d'autres États membres de l'UEE, la différence tarifaire soit acquittée.¹² La Commission est chargée de compiler et de mettre à jour la liste des marchandises/taux visés par les exceptions au tarif extérieur commun de la République kirghize (paragraphe 43 de l'annexe 1 du Protocole sur les clauses transitoires).

3.12. Le graphique 3.1 illustre le niveau d'harmonisation du tarif extérieur commun, tel qu'appliqué par le Bélarus et la Fédération de Russie¹³, avec les taux NPF de la République kirghize pour 2015-2021, par nombre de lignes tarifaires et par importations extra-UEE-5 (les données sur les importations se basent sur la moyenne pour 2012-2014, et la moyenne pour 2012-2013 seulement pour le Bélarus). Une ventilation des taux du tarif extérieur commun en franchise de droits/passibles de droits est également présentée. Des exceptions sont accordées à moins de 2% des lignes tarifaires, et d'ici à 2018 leur nombre aura considérablement diminué. Les importations en provenance de tierces parties relevant des lignes tarifaires soumises à ces exceptions représentaient environ 9% des importations de la République kirghize en provenance de tierces parties entre 2012 et 2014 (données pour 2012-2013 pour le Bélarus).

Graphique 3.1 République kirghize: application du tarif extérieur commun et exceptions, et moyennes correspondantes des échanges, 2015-2019



Note: Sur la base de la nomenclature du SH2012. Importations moyennes pour 2012-2014 et pour 2012-2013 pour le Bélarus. Les données sur les importations pour la Fédération de Russie et l'Arménie sont au niveau des positions à 8 chiffres, tandis que le tarif est au niveau des positions à 10 chiffres. Les importations étaient alignées sur les données concernant les lignes tarifaires au niveau des positions à 10 chiffres.

KGZ République kirghize.

¹¹ L'annexe 2 du Protocole sur les clauses transitoires indique, pour toutes les exceptions de la République kirghize au tarif extérieur commun, le taux NPF appliqué pour la période 2015-2020. Les taux du tarif extérieur commun peuvent toutefois varier pendant cette période; ainsi, il peut arriver qu'une exception au tarif extérieur commun devienne superflue.

¹² Les autres États membres sont libres de mettre en place des procédures pour l'entrée de ces marchandises sur leur territoire. Des dispositions détaillées sont fournies concernant les véhicules motorisés relevant de la position 87 du SH; elles sont conformes à la description figurant au paragraphe 3.55.

¹³ L'Arménie et le Kazakhstan ont des exceptions au tarif extérieur commun; ainsi, le tarif extérieur commun n'est appliqué en totalité que par le Bélarus et la Fédération de Russie.

TEC	Les Parties sont convenues que le droit NPF de la Fédération de Russie est le tarif extérieur commun. Dans ce tableau, le tarif extérieur commun est celui appliqué par le Bélarus et la Fédération de Russie (le Kazakhstan et l'Arménie appliquent des exceptions au tarif extérieur commun). En 2017, les taux du tarif extérieur commun utilisés étaient ceux de 2016.
KGZ 2015	NPF 2015 de la Fédération de Russie + exceptions de la République kirghize pour 2015
KGZ 2016-2019	NPF 2016 de la Fédération de Russie + exceptions de la République kirghize pour 2016-2019.

Source: Autorités kirghizes, BDI de l'OMC, EPC de l'OMC et base de données Comtrade de la DSNU.

3.13. Des détails supplémentaires sur les exceptions au tarif extérieur commun figurent dans le tableau 3.3 qui montre que la grande majorité des exceptions seront supprimées à la fin de la période de transition. En 2015, les exceptions de la République kirghize au tarif extérieur commun étaient en vigueur pour 166 lignes tarifaires, soit une valeur négligeable (0,09%) des importations extra-UEE-5 (moyenne pour 2012-2014 et pour 2012-2013 pour le Bélarus); en 2019, les chiffres correspondants seront de 145 lignes tarifaires, soit 0,087% des importations de l'UEE en provenance de tierces parties pour 2012-2014 et pour 2012-2013 pour le Bélarus.

Tableau 3.3 République kirghize: exceptions au tarif extérieur commun et échanges avec des tierces parties, 2015-2019

Droits (année)	Nombre de lignes	% importations venant du reste du monde (2012-2014) ^a par	
		la République kirghize	l'UEE-5
2015	166	9,39	0,090
<i>dont: inférieurs au TEC</i>	166		
2016	165		0,090
<i>dont: égaux au TEC</i>	1	9,40	
<i>inférieurs au TEC</i>	164		
2017	152	9,20	0,088
<i>dont: égaux au TEC</i>	1		
<i>inférieurs au TEC</i>	151		
2018	145	9,11	0,087
<i>dont: égaux au TEC</i>	1		
<i>inférieurs au TEC</i>	144		
2019	145	9,11	0,087
<i>dont: égaux au TEC</i>	1		
<i>inférieurs au TEC</i>	144		

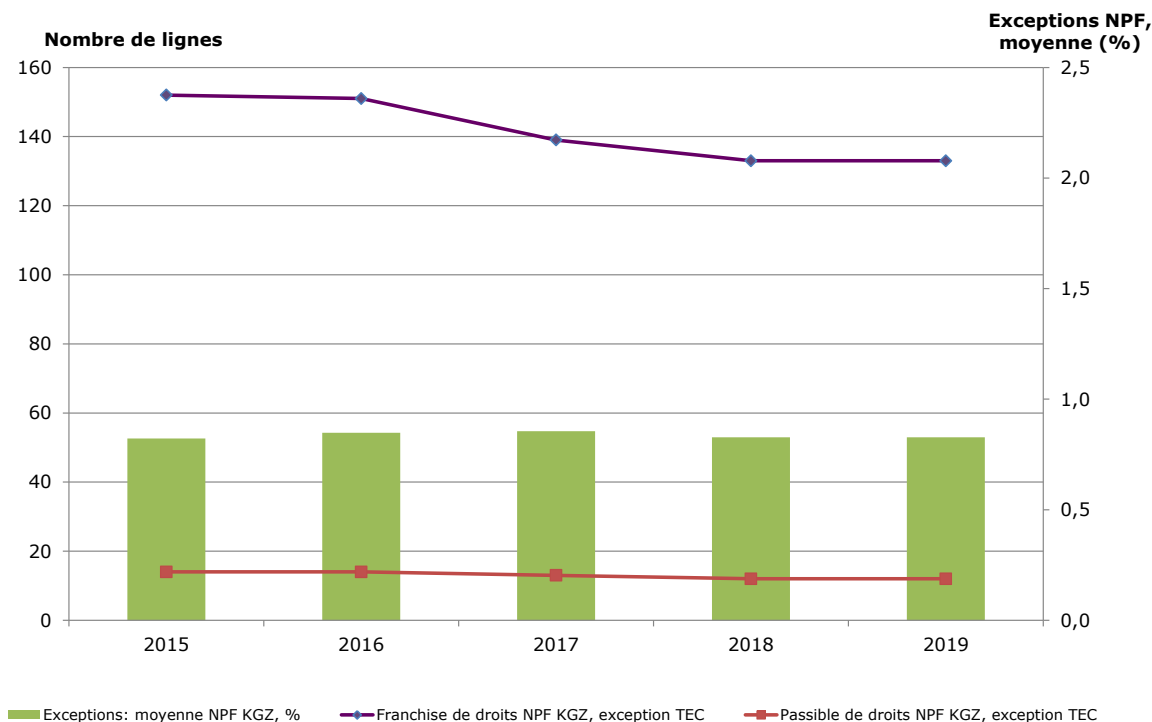
Note: Sur la base de la nomenclature du SH2012.

a Sauf pour le Bélarus où la couverture des importations concerne la période 2012-2013.

Source: Autorités de la République kirghize, BDI de l'OMC, EPC de l'OMC et base de données Comtrade de la DSNU.

3.14. L'élimination des exceptions de la République kirghize aura lieu en fin de période – en 2019, les exceptions devraient toujours être en vigueur pour 145 lignes tarifaires (sur un total de 166 exceptions en 2015); toutes ces exceptions seront éliminées d'ici au 1^{er} janvier 2020. Dans le graphique 3.2, l'évolution des exceptions de la République kirghize au tarif extérieur commun est représentée conjointement avec sa moyenne NPF correspondante; on peut constater qu'il n'y a aucune augmentation progressive des taux NPF vers le tarif extérieur commun et que le taux du tarif extérieur commun est au contraire atteint en une seule tranche.

Graphique 3.2 République kirghize: évolution des exceptions au tarif extérieur commun et taux NPF correspondants, 2015-2019

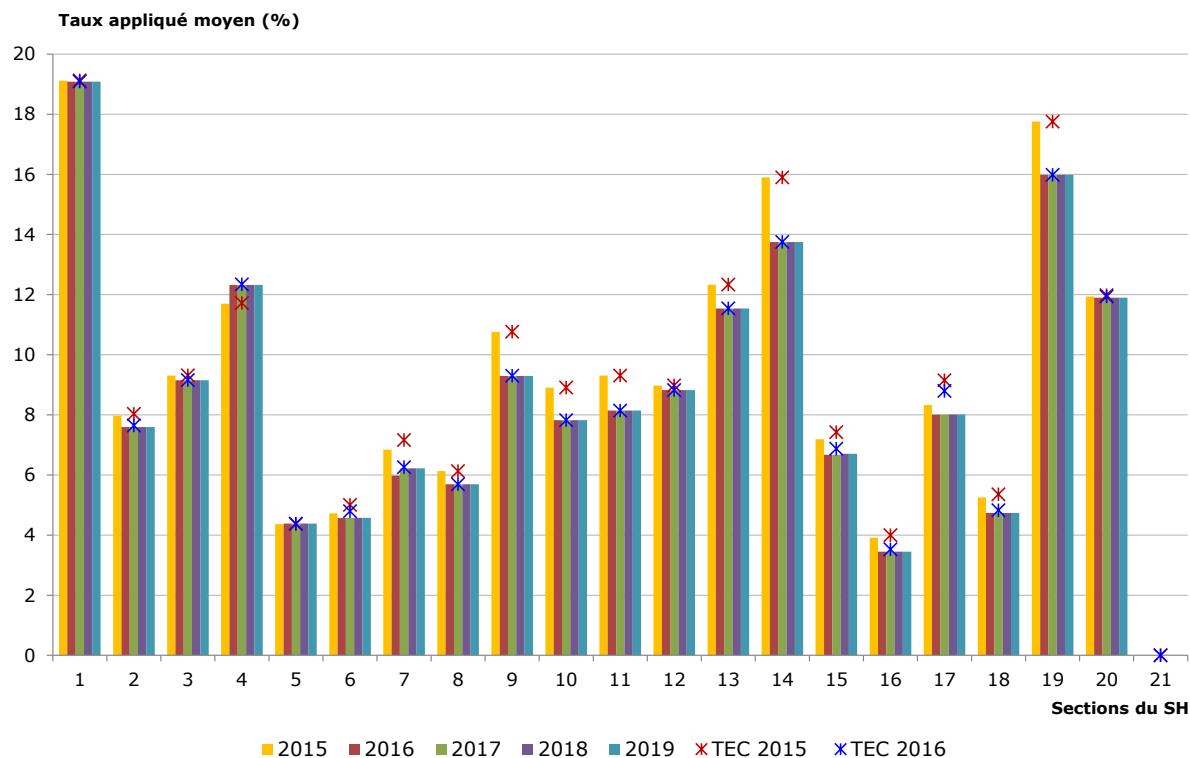


Source: Autorités de la République kirghize, BDI de l'OMC, EPC de l'OMC.

3.15. Le graphique 3.3 donne des détails sur les exceptions de la République kirghize au tarif extérieur commun par section du SH sur la période 2015-2019. La moyenne des taux appliqués par la République kirghize et du tarif extérieur commun est la même dans les sections 1 à 5, 8 à 14, 19 et 21 du SH pour les deux années¹⁴, et dans la section 20 (divers) pour 2016. Dans les autres sections, les taux appliqués par la République kirghize sont inférieurs à ceux du tarif extérieur commun.

¹⁴ Sections 1 (animaux vivants), 2 (produits du règne végétal), 3 (graisses et huiles animales ou végétales), 4 (préparations alimentaires), 8 (peaux et cuirs), 9 (bois), 10 (pâte de bois), 11 (textiles), 12 (chaussures), 13 (ouvrages en pierre), 14 (pierres gemmes), 19 (armes et munitions) et 21 (objets d'art) du SH.

Graphique 3.3 Tarif extérieur commun et taux NPF de la République kirghize, 2015-2019, par section du SH



Note: Les moyennes ont été calculées sur la base des droits NPF de la Fédération de Russie en intégrant les exceptions temporaires de la République kirghize. Les moyennes sont calculées en excluant les taux spécifiques et en retenant l'équivalent *ad valorem* ou l'élément *ad valorem* des droits alternatifs.
Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Autorités de la République kirghize et EPC de l'OMC.

3.16. Le tableau 3.4 indique les droits moyens et les importations de la République kirghize par section du SH avant son adhésion et pendant la période de transition. Le taux NPF moyen appliqué par la République kirghize a augmenté pendant cette période pour toutes les sections du SH, sauf la section 21 (objets d'art) pour laquelle le taux NPF moyen a diminué.

Tableau 3.4 République kirghize: droits avant et après l'adhésion à l'UEE et importations correspondantes, par section du SH

Section du SH	Taux NPF moyen de la République kirghize (%)						Importations en provenance du reste du monde en millions de \$EU (2012-2014)
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1	9,3	19,1	19,1	19,1	19,1	19,1	90,4
2	7,4	8,0	7,6	7,6	7,6	7,6	49,9
3	9,0	9,3	9,2	9,2	9,2	9,2	15,0
4	10,1	11,7	12,3	12,3	12,3	12,3	157,9
5	4,0	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	41,7
6	2,6	4,7	4,6	4,6	4,6	4,6	326,2
7	1,3	6,8	6,0	6,2	6,2	6,2	191,3
8	2,1	6,1	5,7	5,7	5,7	5,7	9,7
9	0,0	10,8	9,3	9,3	9,3	9,3	33,7
10	0,0	8,9	7,8	7,8	7,8	7,8	49,2
11	7,8	9,3	8,1	8,1	8,1	8,1	346,8
12	9,1	9,0	8,8	8,8	8,8	8,8	67,8
13	7,8	12,3	11,5	11,5	11,5	11,5	73,9
14	10,0	15,9	13,8	13,8	13,8	13,8	9,1
15	1,5	7,2	6,7	6,7	6,7	6,7	285,9
16	2,6	3,9	3,4	3,4	3,4	3,4	560,4

Section du SH	Taux NPF moyen de la République kirghize (%)						Importations en provenance du reste du monde en millions de \$EU (2012-2014)
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
17	6,4	8,3	8,0	8,0	8,0	8,0	722,5
18	3,1	5,3	4,7	4,7	4,7	4,7	45,4
19	0,0	17,8	16,0	16,0	16,0	16,0	0,4
20	5,0	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	64,3
21	2,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	5,0	8,6	8,2	8,2	8,2	8,2	3 141,6

Note: Les moyennes sont calculées en excluant les taux spécifiques et en retenant l'équivalent *ad valorem* ou l'élément *ad valorem* des droits alternatifs.

Les taux NPF de la République kirghize pour 2015 sont les taux NPF de la Fédération de Russie pour 2015 combinés aux exceptions de la République kirghize pour 2015. Pour la période 2016-2019, ils sont basés sur les droits NPF 2016 de la Fédération de Russie et sur les exceptions de la République kirghize pour 2016-2019.

Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de la BDI de l'OMC, de l'EPC de l'OMC et des autorités de la République kirghize.

3.2.1.2 Autres questions relatives aux droits de douane

3.17. Le traité d'adhésion autorise la République kirghize à accorder (section V de l'annexe 1 du Protocole sur les clauses transitoires):

- a. des exemptions tarifaires allant jusqu'en mai 2020 pour 100 000 tonnes par an maximum, sur les importations de sucre de canne brut destiné à une transformation industrielle en République kirghize (SH 1701.13 et 1701.14)¹⁵, sous réserve d'une confirmation par un organisme habilité de la République kirghize que le sucre brut est destiné à une transformation industrielle. La République kirghize devra informer la Commission des volumes d'importation annuels et de la balance de consommation; elle veillera également à ce que ni les sucres bruts ni les sucres transformés ne soient par la suite exportés vers d'autres États membres de l'UEE. En aucun cas ces dispositions ne devront être utilisées par la République kirghize pour restreindre les importations de sucre en provenance d'autres États membres de l'UEE (paragraphe 44);
- b. un traitement préférentiel:
 - i. conformément aux traités internationaux conclus avant le 1^{er} avril 2015 (paragraphe 45:1);
 - ii. dans le cadre de différents projets de construction énumérés aux paragraphes 45:2 à 7 – à savoir la modernisation d'une centrale thermique, la construction d'une ligne de transmission et d'une sous-station, et la réhabilitation et la construction de routes. La durée des exemptions varie, les dernières exemptions prenant fin en décembre 2019; et
 - iii. conformément aux dispositions pertinentes du traité de l'UEE;
- c. des exemptions tarifaires allant jusqu'en 2022 pour les importations suivantes, à condition que des licences d'importations aient été délivrées par l'organisme habilité de la République kirghize (paragraphe 46):
 - i. marchandises pour usage militaire, à condition que des biens similaires ne soient pas produits dans d'autres États membres de l'UEE et sous réserve d'une confirmation par le Ministère de la défense de la République kirghize que ces marchandises sont importées pour répondre aux besoins de ses forces armées;

¹⁵ Depuis son adhésion, la République kirghize a commencé à appliquer le tarif extérieur commun pour ces articles, avec des taux spécifiques variant entre 140 dollars EU et 250 dollars EU par tonne métrique, alors que les positions correspondantes dans le SH2007 étaient consolidées en franchise de droits.

- ii. équipement de transport utilisé pour fournir des services de transport (hélicoptères, avions de transport de passagers et de marchandises). Une description détaillée des marchandises, accompagnée de leurs codes SH et des autres prescriptions, est également fournie; et
- d. jusqu'en 2016, des exemptions tarifaires pour les autres plaques et feuilles en polymères de l'éthylène, en polymères du propylène et en polymères du styrène, relevant des positions 3920.1025.00, 3920.2021.00 et 3923.3010.10 du SH, pour respectivement 820, 75 et 200 tonnes par an, à condition que des licences d'importation soient délivrées par les organismes habilités de la République kirghize (paragraphe 46).

3.18. La République kirghize doit veiller à ce que toutes les marchandises susmentionnées, à l'exception de l'équipement de transport, restent sur son territoire, et elle doit prendre des mesures pour s'assurer que, dans le cas d'une exportation vers d'autres États membres de l'UEE, la différence tarifaire est acquittée. L'importation temporaire d'équipement de transport par d'autres États membres de l'UEE est possible sans avoir à acquitter de différence, à condition que les objectifs des exemptions tarifaires soient atteints. Toutefois, dans les autres cas, ainsi que dans le cas d'une vente ou d'un transfert d'utilisation pour d'autres États membres de l'UEE, la différence tarifaire doit être acquittée.

3.2.1.3 Partage des recettes

3.19. Depuis le 1^{er} janvier 2017, le ratio de distribution des droits de douane à l'importation est le suivant: 1,220% pour l'Arménie, 4,560% pour le Bélarus, 7,055% pour le Kazakhstan, 1,900% pour la République kirghize et 85,26% pour la Fédération de Russie (Protocole sur l'application de dispositions distinctes du traité d'adhésion de la République kirghize au traité du 29 mai 2014 instituant l'UEE, signé le 23 décembre 2014). Entre l'adhésion et décembre 2016, et conformément à l'article 8 du traité d'adhésion, un ratio différent a été appliqué.¹⁶

3.2.2 Mesures non tarifaires

3.20. Le traité d'adhésion ne comprend aucune disposition concernant les mesures non tarifaires; les disciplines de l'UEE s'appliquent donc.

3.21. Le régime de commerce extérieur commun de l'UEE s'étend également aux mesures non tarifaires, bien que des mesures non tarifaires unilatérales puissent être imposées dans certains cas, comme cela est indiqué dans l'article 47 du traité de l'UEE.

3.2.3 Autres mesures relatives à l'exportation

3.22. Le traité d'adhésion ne comprend aucune disposition concernant d'autres mesures relatives à l'exportation, les disciplines de l'UEE s'appliquent donc sans période de transition.

3.23. Les droits à l'exportation ne s'appliquent pas aux échanges intra-UEE; s'agissant du commerce avec les tierces parties, les États membres sont libres d'appliquer des droits à l'exportation de manière unilatérale conformément à leur législation nationale et à leurs engagements internationaux respectifs, en particulier ceux pris dans le cadre de l'OMC. De manière générale, la République kirghize n'applique pas de droits à l'exportation permanents, bien qu'elle puisse en mettre en place de manière temporaire, en particulier en tant que droits à l'exportation saisonniers.¹⁷ Depuis avril 2018, des droits à l'exportation sont appliqués par tous les autres États membres de l'UEE.

3.2.4 Redevances et impositions liées à l'importation et à l'exportation

3.24. Le traité d'adhésion ne comprend aucune disposition concernant les redevances et les impositions liées à l'importation et à l'exportation; les disciplines de l'UEE s'appliquent donc. Les importations provenant d'États membres de l'UEE ne sont pas soumises au paiement de

¹⁶ Les ratios pour le Bélarus et la République kirghize sont les mêmes mais ceux de l'Arménie, du Kazakhstan et de la Fédération de Russie diffèrent (respectivement 1,11%, 7,11% et 85,32%).

¹⁷ Source: WT/TPR/S/288/Rev.1 du 21 janvier 2014.

redevances et d'impositions en lien avec l'importation. Conformément au Code douanier de la République kirghize, l'importation de marchandises sur le territoire de la République kirghize sera soumise à la taxe sur la valeur ajoutée, sauf pour les exceptions appropriées déterminées par le Code douanier de la République kirghize.

3.2.5 Incidence générale de la création de l'UEE

3.25. Dans le cadre de "[l]'évaluation au titre du paragraphe 5 a) de l'article XXIV de l'incidence générale des droits de douane et autres réglementations commerciales applicables avant et après l'établissement d'une union douanière", le paragraphe 2 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994 (le Mémoire d'accord) dispose que le Secrétariat doit calculer "les taux de droits moyens pondérés et les droits de douane perçus selon la méthodologie utilisée dans l'évaluation des offres tarifaires faites au cours ... du Cycle d'Uruguay".

3.26. Étant donné la proximité entre la création de l'UEE et les deux adhésions successives, le Secrétariat a calculé l'incidence générale de la création de l'UEE, avec les quatre États membres qui faisaient partie de l'OMC en 2015, mais en excluant le Bélarus. Ce document a été distribué sous la cote WT/REG366/2.

3.3 Règles d'origine

3.27. Le traité d'adhésion ne comprend aucune disposition concernant les règles d'origine. Ainsi, les disciplines sont celles du traité de l'UEE.

3.4 Dispositions réglementaires relatives au commerce des marchandises

3.4.1 Normes

3.28. En attendant l'harmonisation complète des obstacles techniques au commerce (OTC), des procédures d'évaluation de la conformité et des mesures sanitaires et phytosanitaires des États membres de l'UEE, trois systèmes coexistent: un système national, un système basé sur la reconnaissance mutuelle, et enfin le système harmonisé de l'UEE. Le traité d'adhésion prévoit que les disciplines de l'UEE dans ce domaine s'appliquent, telles que modifiées par les dispositions pertinentes du traité d'adhésion. Il prévoit notamment des périodes de transition pour que la République kirghize applique certaines réglementations techniques communes de l'UEE. Les disciplines pertinentes sont décrites dans les sous-sections ci-après.

3.4.1.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires

3.29. Conformément à l'article 7 du traité d'adhésion, avec l'entrée en vigueur le 18 novembre 2015 de la Décision du Conseil suprême n° 6/15 et de la Décision n° 56/15 du Conseil de la Commission¹⁸, l'évaluation de la conformité menée par les organismes habilités de la République kirghize est considérée comme étant équivalente à celle délivrée par les organismes des autres États membres de l'UEE (section VIII de l'annexe 1 du Protocole sur les clauses transitoires, paragraphe 59).

3.30. En attendant l'application des règles communes de l'UEE sur la circulation des médicaments vétérinaires et des additifs alimentaires, leur circulation est soumise à la législation nationale de la République kirghize dans les cas de mouvements sur son propre territoire ou à la législation

¹⁸ Décision n° 6 sur l'abolition de la quarantaine et des contrôles (supervision) vétérinaires, sanitaires et phytosanitaires des quarantaines à la frontière entre la République kirghize et le Kazakhstan datée du 8 mai 2015; disponible à l'adresse https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0147667/scd_12052015_6 (en russe). Comme prévu dans ce texte, l'entrée en vigueur de la Décision était soumise en particulier à une approbation de la Commission des résultats d'un audit concernant le système de contrôle vétérinaire et sanitaire de la République kirghize. Cette approbation figure dans la Décision n° 56 du Conseil de la Commission datée du 21 août 2015 sur l'approbation des résultats de l'évaluation du contrôle phytosanitaire du système de quarantaine, ainsi que la familiarisation avec la surveillance (contrôle) sanitaire et épidémiologique de la République kirghize, disponible à l'adresse suivante: "https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0148783/cncd_19102015_56" (en russe).

correspondante de l'État membre de l'UEE si le mouvement a lieu sur son territoire (paragraphe 58 de l'annexe 1 du Protocole sur les clauses transitoires).

3.4.1.2 Obstacles techniques au commerce

3.31. Les disciplines sur les règlements techniques – abordés dans la section VII de l'annexe 1 du Protocole sur les clauses transitoires – définissent les périodes de transition pour permettre à la République kirghize d'adopter les règlements techniques de l'UEE. À la fin de la période de transition, les produits à destination du marché kirghize devront porter une étiquette de conformité eurasiatique.

3.32. Une période de transition générale de six mois – à savoir jusqu'au 12 février 2016 – a été accordée à la République kirghize pour qu'elle applique les règlements techniques communs de l'UEE existants (paragraphe 50). Des périodes de transition plus longues s'appliquent toutefois pour les règlements suivants:

- a. pour les machines et l'équipement; les tracteurs agricoles et forestiers et leurs remorques; et l'équipement conçu pour fonctionner dans un environnement explosif, la République kirghize avait jusqu'au 12 août 2016 pour se mettre en conformité avec les règlements techniques;
- b. la mise en conformité avec, entre autres choses, la sécurité du matériel roulant ferroviaire, l'infrastructure de transport, les emballages, les produits pyrotechniques, les jouets, les ascenseurs, les produits alimentaires, a été repoussée au 12 août 2017; et
- c. la plus longue période (quatre ans) a été accordée à la mise en conformité avec les réglementations techniques appliquées à l'essence pour automobiles et aéronefs, au carburant diesel, au combustible marin, aux carburateurs et à l'huile de chauffe¹⁹ – à savoir d'ici au 12 août 2019.

Pendant les périodes de transition spécifiées, soit les règlements de la République kirghize soit ceux de l'UEE peuvent être utilisés.

3.33. Comme cela est indiqué dans le paragraphe 52 de l'annexe 1 du Protocole sur les clauses transitoires, le Collège de la Commission a adopté la Décision n° 11/16²⁰ sur la procédure de mise en œuvre des règlements techniques de l'Union douanière en République kirghize. La décision de mise en œuvre prévoit ce que suit:

- a. la délivrance de certificats d'évaluation de la conformité conformément à la législation nationale de la République kirghize n'est pas autorisée après expiration de la période de transition;
- b. après expiration de la période de transition, la production et la mise en circulation de marchandises sur le territoire de la République kirghize sur la base de la législation de la République kirghize reste temporairement possible, à savoir:
 - i. pour les marchandises soumises à l'obligation de conformité, pendant deux ans après expiration de la période de transition (à savoir le 12 février 2018, et plus tard pour d'autres produits indiqués dans le paragraphe 3.31 ci-dessus); ces marchandises doivent être accompagnées d'un certificat de conformité publié par un organisme kirghiz autorisé, d'une étiquette indiquant la conformité kirghize; et

¹⁹ Règlements techniques de l'Union douanière a. 010/2011, 012/2011 et 031/2012; b. 001/2011, 003/2011, 005/2011, 006/2011, 007/2011, 008/2011, 011/2011, 017/2011, 021/2011, 022/2011, 023/2011, 024/2011, 025/2012, 027/2012, 028/2012, 029/2012, 033/2013, 034/2013; et c. 013/2011, respectivement.

²⁰ Dans le présent document, les décisions prises par les différents organismes seront référencées par organisme, numéro et année, comme suit: Décision n° 9/12, adoptée le 16 octobre 2015. Cette approche est utilisée pour des raisons de simplification mais ne reflète pas la référence officielle des décisions de l'UEE. Pour certaines des décisions de l'UEE, pour lesquelles seul le texte en russe est disponible sur le site Web de l'UEE, le Secrétariat a reçu une traduction non officielle de la Décision qui peut être partagée avec les Membres de l'OMC sur demande.

- ii. pour les marchandises non soumises à l'obligation de conformité, les certificats ou les étiquettes de conformité ne sont pas requis pendant un an après expiration de la période de transition; et
- c. la circulation sur le territoire de la République kirghize des produits bénéficiant d'une période de transition plus longue spécifiée dans le paragraphe 3.31 ci-dessus est autorisée pendant la durée de vie des produits, comme cela est prévu dans la législation nationale de la République kirghize.

3.34. Les prescriptions de la République kirghize en matière de réglementations techniques s'appliqueront aux produits inclus dans la liste unifiée de produits soumis à une évaluation obligatoire de la conformité dans le cadre de l'UEE (Décision de la Commission de l'Union douanière n° 620 du 7 avril 2011, telle que modifiée).²¹

3.35. Pendant la période de transition, la législation de la République kirghize et celle de l'Union douanière concernant les réglementations techniques peuvent être appliquées aux produits destinés à circuler sur le territoire de la République kirghize. Si une marchandise importée en République kirghize est destinée à circuler vers d'autres États membres de l'UEE, elle devra respecter la réglementation technique de l'UEE.

3.36. L'évaluation de la conformité devra être réalisée par les organismes accrédités de la République kirghize dans le respect de la législation de l'UEE. Les certificats de conformité devront être délivrés par les organismes habilités à réaliser ces activités au titre de la législation de la République kirghize (paragraphe 55).²² La République kirghize a 13 organismes de certification et 34 laboratoires d'essai inclus dans le Registre unifié des organismes de certification et des laboratoires d'essai.

3.4.2 Mesures de défense commerciale

3.37. Le régime de défense commerciale de l'UEE a pris effet en République kirghize le 12 août 2015; la législation nationale à ce sujet a pris fin à cette date. Les changements ont été notifiés à l'OMC le 23 décembre 2015.²³

3.38. Le traité d'adhésion, en particulier le Protocole sur les clauses transitoires, apporte les informations suivantes sur les mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde (section VI de l'annexe 1 du Protocole sur les clauses transitoires, paragraphe 49):

- a. pour toute mesure de ce genre en vigueur sur le territoire de l'UEE à la date d'adhésion de la République kirghize, le Département de la protection du marché intérieur de la Commission (l'organe de l'UEE chargé des enquêtes) peut, de sa propre initiative ou sur demande d'une partie intéressée, mener un examen de l'enquête en ajoutant les données de la République kirghize au dossier, à condition qu'il y ait suffisamment d'éléments de preuve que cet examen pourrait modifier de façon significative les raisons de l'imposition de la mesure correspondante;
- b. si la décision d'appliquer une telle mesure est prise après l'adhésion de la République kirghize mais à la suite d'une enquête menée avant cette adhésion, la mesure s'étendra directement à la République kirghize; un examen pourra être mené selon les termes spécifiés ci-dessus; et

²¹ Décision de la Commission de l'Union douanière n° 620 sur la mise à jour de la liste unifiée concernant les produits soumis à l'évaluation obligatoire de la conformité (confirmation) dans le cadre de l'Union douanière avec délivrance de documents uniques, approuvée par la Décision de la Commission de l'Union douanière n° 319 du 18 juin 2010, datée du 7 avril 2011. La Décision n° 69 excluait les "meubles" (chapitre 13) de la liste, réduisant le nombre de "groupes" de produits à 24. Différentes décisions ultérieures ont exclu de la liste unifiée les produits pour lesquels des règlements techniques de l'UEE avaient été adoptés. La toute première liste unifiée a été établie au titre de la Décision de la Commission de l'Union douanière n° 319 sur les règlements techniques dans l'Union douanière datée du 18 juin 2010.

²² L'UEE tient un Registre unifié des organismes de certification et des laboratoires d'essai, http://www.eurasiancommission.org/en/docs/Pages/IL_OS.aspx, ainsi que des registres unifiés des certificats de conformité délivrés et des déclarations de la conformité enregistrées.

²³ G/ADP/N/1/KGZ/2-G/SCM/N/1/KGZ/2-G/SG/N/1/KGZ/2, 27 janvier 2016.

- c. si une telle mesure implique l'application d'un contingent, son montant sera modifié conformément aux volumes des importations effectuées par la République kirghize en provenance de pays tiers entre 2012 et 2014.

3.39. La notification présentée en 2015 par la République kirghize comprenait également des informations de synthèse sur les mesures de défense commerciale appliquées par l'UEE qui devaient s'étendre à la République kirghize à compter de son adhésion à l'UEE. En octobre 2016, la République kirghize a notifié tous les instruments pertinents.²⁴

3.4.2.1 Mesures de sauvegarde

3.40. Les mesures de sauvegarde intra-UEE sont interdites. Les mesures de sauvegarde globales s'appliquent à toute l'UEE.

3.41. Avant son adhésion à l'UEE, la République kirghize menait plusieurs enquêtes en matière de sauvegardes, y compris sur le sucre blanc et les œufs de volailles.²⁵ En 2009, la République kirghize appliquait une mesure de sauvegarde concernant la farine de froment (blé), qu'elle a cessé d'appliquer à partir de la date de son adhésion à l'UEE.²⁶

3.42. À la date d'adhésion de la République kirghize à l'UEE, l'Union a appliqué deux mesures de sauvegarde globale, comme cela est indiqué dans le tableau 3.5. À la suite d'une décision prise par le Collège de la Commission²⁷, le contingent sur les moissonneuses et les modules a été ajusté pour tenir compte de la République kirghize. En ce qui concerne la vaisselle, un droit de sauvegarde a aussi été appliqué par la République kirghize. L'application de ces sauvegardes a été notifiée à l'OMC avant leur mise en œuvre.²⁸ Les notifications indiquaient que la République kirghize et l'UEE étaient prêtes à tenir des consultations avec les Membres éprouvant un intérêt réel en tant qu'exportateurs des produits concernés, et comprenaient des références aux documents pertinents, parmi lesquels l'avis public et le rapport de l'enquête.

Tableau 3.5 Mesures de sauvegarde définitives appliquées par l'UEE et étendues à la République kirghize le 12 août 2015

Enquête	Date d'entrée en vigueur et type de mesure définitive	
	UEE ^a	République kirghize
Moissonneuses et leurs modules	Du 01/01/2014 au 21/08/2016 Contingent	Du 08/12/2015 au 21/08/2016 Contingent, en plus de celui de l'UEE
Vaisselle	Du 29/09/2013 au 28/09/2016 Droit spécifique	Du 08/12/2015 au 28/09/2016 Droit spécifique, tel qu'appliqué par l'UEE

a Les mesures ont également été appliquées par l'Arménie à la suite de son adhésion à l'UEE, voir WT/REG363/1.

Source: G/SG/N/6/KGZ/5-G/SG/N/8/KGZ/3-G/SG/N/10/KGZ/3-G/SG/N/11/KGZ/1; et G/SG/N/6/KGZ/6, G/SG/N/8/KGZ/4-G/SG/N/10/KGZ/4-G/SG/N/11/KGZ/2.

3.43. La République kirghize n'avait aucune mesure de sauvegarde spéciale pour l'agriculture au moment de son adhésion à l'UEE.

3.4.2.2 Mesures antidumping et compensatoires

3.44. Si aucune mesure antidumping ni aucune mesure compensatoire ne peut être appliquée sur le commerce intra-UEE, des "mesures compensatoires" peuvent être appliquées dans certains cas par un État membre pour contrer l'impact négatif d'une subvention spécifique accordée par un État membre à son industrie nationale (article 93 du traité de l'UEE et annexe 28).

²⁴ G/ADP/N/1/KGZ/3-G/SCM/N/1/KGZ/3-G/SG/N/1/KGZ/3.

²⁵ Documents de l'OMC G/SG/N/6/KGZ/1 du 4 mars 2009, et G/SG/N/6/KGZ/3, du 25 octobre 2010.

²⁶ Document de l'OMC G/SG/N/7/KGZ/1-G/SG/N/8/KGZ/1, du 30 juin 2009.

²⁷ Décision n° 69 du Collège de la Commission sur certaines questions d'application de mesures de sauvegarde et antidumping à la suite de l'adhésion de la République kirghize au traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique, datée du 1^{er} juillet 2015.

²⁸ G/SG/N/6/KGZ/5-G/SG/N/8/KGZ/3-G/SG/N/10/KGZ/3-G/SG/N/11/KGZ/1; et G/SG/N/6/KGZ/6-G/SG/N/8/KGZ/4-G/SG/N/10/KGZ/4-G/SG/N/11/KGZ/2.

3.45. Avant son adhésion à l'UEE, la République kirghize n'avait aucune mesure antidumping²⁹ ni de mesure compensatoire en vigueur. Lors de son adhésion à l'UEE, l'UEE n'appliquait pas non plus de mesure compensatoire.³⁰

3.46. À l'entrée en vigueur de l'UEE, l'Union a appliqué 12 mesures antidumping, comme cela est indiqué dans le tableau 3.6 ci-après. Conformément à l'article 4 du traité d'adhésion, ces droits antidumping ont été élargis à la République kirghize. Leur application a été dûment notifiée à l'OMC.³¹

Tableau 3.6 Mesures antidumping définitives appliquées par l'UEE et étendues à la République kirghize le 12 août 2015

Pays affecté	Produit	Mesure
Mesures en vigueur le 12 août 2015		
Allemagne	Véhicules utilitaires légers	Droits
Chine	Produits plats en acier laminé à froid revêtus de polymère	Droits
	Acide citrique	Droits
	Tubes et tuyaux sans soudure en acier inoxydable, écrouis à froid	Droits
	Baignoires en fonte émaillée	Droits
	Roulements à billes, à galets ou à rouleaux (à l'exclusion des roulements à aiguilles)	Droits
	Couverts en acier inoxydable	Droits
	Électrodes en graphite	Droits
Inde	Véhicules utilitaires légers	Droits
Italie	Véhicules utilitaires légers	Droits
Turquie	Certains tubes et tuyaux en acier	Droits
Ukraine	Cylindres de travail forgés	Droits

Source: G/ADP/N/1/KGZ/2 et G/ADP/N/280/KGZ.

3.47. À la suite de l'adhésion de la République kirghize, les enquêtes et les applications de nouvelles mesures antidumping et compensatoires relèvent de la compétence de l'UEE.

3.4.3 Subventions et aides publiques

3.48. Le traité de l'UEE comprend des disciplines sur les subventions, dans les secteurs industriels (section XXIV, article 93 du traité de l'UEE et son annexe 28, le Protocole sur les règles communes régissant l'octroi de subventions au secteur industriel) et agricole (section XXV, article 95 du traité de l'UEE et son annexe 29, le Protocole sur les mesures de soutien public à l'agriculture). Ces disciplines s'appliqueront aussi à la République kirghize, comme cela est indiqué dans le traité d'adhésion.

3.49. Conformément au paragraphe 6 du Protocole sur les modifications apportées au traité d'adhésion, les mesures de soutien public en faveur de l'agriculture sont étendues à la République kirghize.³²

3.50. Le traité de l'UEE autorise des exemptions temporaires par rapport aux disciplines de l'UEE sur les subventions industrielles. Dans le cas de la République kirghize, les droits de douane et les exemptions fiscales appliqués aux zones économiques franches et aux entrepôts francs étaient autorisés jusqu'au 1^{er} janvier 2017 (paragraphe 5 du Protocole sur les modifications du traité d'adhésion).

3.4.4 Procédures douanières

3.51. Le Code des douanes de l'UEE est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018; en attendant son entrée en vigueur, le Code des douanes de l'Union douanière était appliqué. Les réglementations douanières nationales restent en vigueur dans la mesure où elles n'entrent pas en conflit avec le Code des douanes de l'UEE.

²⁹ WT/TPR/S/288 et G/ADP/N/223/Add.1.

³⁰ WT/TPR/S/288.

³¹ G/ADP/N/1/KGZ/2 et G/ADP/N/280/KGZ.

³² Des informations supplémentaires figurent aux sections 3.4.4 et 3.5.1 du document WT/REG358/1.

3.52. Depuis l'adhésion de la République kirghize à l'UEE, les contrôles douaniers à la frontière entre la République kirghize et le Kazakhstan ont été abolis.³³

3.53. La section II de l'annexe 1 du Protocole sur les clauses transitoires relative aux "Questions de relations douanières" prévoit des disciplines pour:

- a. les entités juridiques et les entrepreneurs individuels qui mènent des activités en lien avec les douanes (par exemple courtiers en douane, propriétaires d'entrepôts douaniers ou d'entrepôts de stockage temporaire, etc.), une période de transition de 18 mois est accordée pour mettre les réglementations nationales de la République kirghize en conformité avec celles de l'UEE;
- b. les opérations douanières qui doivent être menées pour les marchandises qui, à la date d'entrée en vigueur du traité d'adhésion, étaient soit sous contrôle douanier en République kirghize soit situées sur le territoire de l'UEE pour stockage temporaire;
- c. le transport de marchandises pour lesquelles, à la date d'entrée en vigueur du traité d'adhésion, une déclaration de transit (ou un document équivalent) avait été délivrée par la République kirghize ou qui étaient sous contrôle douanier;
- d. adapter le régime douanier de marchandises en République kirghize au régime de l'UEE³⁴ et le soumettre à la législation douanière pertinente de l'UEE; des disciplines particulières s'appliquent aux moissonneuses-batteuses, aux tracteurs, aux voitures et aux autres véhicules motorisés importés en provenance de pays tiers. Les véhicules relevant des positions 8701 à 8705, 8716 et 8433.5100.01, 8433.5100.09 du SH importés en République kirghize en provenance de pays tiers avec un droit inférieur au tarif extérieur commun de l'UEE³⁵ et classés pour "mise en circulation en vue d'une consommation intérieure" ne seront pas autorisés à circuler librement sur le territoire de l'UEE i) tant que la différence tarifaire n'a pas été acquittée sur réexportation vers un autre État membre de l'UEE; ou ii) avant un délai de cinq ans après que les exceptions de la République kirghize au tarif extérieur commun pour ces marchandises ont pris fin - à savoir, sauf dans le cas d'une ligne tarifaire³⁶, d'ici à 2025, étant donné que la République kirghize appliquera le tarif extérieur commun pour ces marchandises à compter de janvier 2020 (paragraphe 24);
- e. les procédures pour les véhicules assurant le transport international de passagers et/ou de marchandises (paragraphe 25);
- f. à compter de l'adhésion de la République kirghize jusqu'au 1^{er} janvier 2020, les droits de douane et les taxes sur les voitures pour usage personnel immatriculées en République kirghize sont ceux indiqués dans les exceptions de la République kirghize au tarif extérieur commun. Comme cela est indiqué au sous-paragraphe d ci-dessus, la libre circulation sur le territoire de l'UEE n'est possible qu'après avoir acquitté la différence tarifaire ou après 2025, mais ce paiement n'est pas dû dans le cas de voitures immatriculées en République kirghize qui sont temporairement importées dans d'autres États membres de l'UEE par des résidents permanents de la République kirghize. Les autorités douanières de la République kirghize doivent informer leurs homologues dans les autres États membres de l'UEE au sujet des automobiles importées et mises en libre circulation après la signature du traité d'adhésion, ainsi que du montant des droits de douane et des taxes payés (paragraphe 26 à 31);

³³ Voir en particulier la Décision n° 5 sur l'abolition du contrôle douanier concernant les marchandises et les véhicules transférés via la frontière entre la République kirghize et le Kazakhstan datée du 8 mai 2015, disponible à l'adresse suivante: https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0147665/scd_12052015_5 (en russe).

³⁴ Par exemple "mise en libre circulation de marchandises" en République kirghize devient "mise en circulation pour consommation nationale" dans l'UEE.

³⁵ Si les taux de droits payés en République kirghize sont les mêmes que le tarif commun extérieur de l'UEE, ces dispositions ne s'appliquent pas. Ce système est en général nécessaire pour éviter les détournements des échanges, étant donné que les taux NPF de la République kirghize pour ces produits sont inférieurs à ceux du tarif extérieur commun.

³⁶ Pour la position 8702.1011.99 du SH, le tarif extérieur commun est appliqué depuis 2018 et la libre circulation aura lieu en 2022.

- g. l'enregistrement, la vente ou le transfert d'utilisation dans des États membres de l'UEE de véhicules motorisés relevant de la position 87 du SH importés en République kirghize depuis des pays tiers et placés sous le régime douanier de "mise en libre circulation" entre le 1^{er} janvier 2014 et le 11 août 2015 est possible uniquement si la différence tarifaire (conformément au tarif extérieur commun ou au droit prévalant selon les exceptions du Kazakhstan) a été acquittée. Les autorités douanières de la République kirghize doivent informer leurs homologues des États membres de l'UEE au sujet des automobiles importées et mises en libre circulation après la signature du traité d'adhésion, ainsi que du montant des droits de douane et des taxes payés (paragraphe 40); et
- h. les délais concernant la décision sur la classification des marchandises, ainsi que la réalisation du contrôle douanier et le paiement des droits de douane et des taxes (paragraphe 32 à 34).

3.54. La modernisation des douanes de la République kirghize – en faveur de l'utilisation de technologies modernes et la numérisation – ainsi que l'amélioration des infrastructures et de la logistique aux points de contrôle ont été intégrées à l'adhésion à l'UEE. L'annexe 2 du Protocole sur les clauses transitoires (paragraphe 35 à 37) prévoit la réalisation de ces objectifs dans un délai de deux ans à compter de l'adhésion (soit d'ici à août 2017). Conformément au plan et au calendrier, une mise en œuvre rapide des éléments suivants a eu lieu:

- a. au moment de l'adhésion à l'UEE, le calcul électronique des prélèvements douaniers (y compris les droits spéciaux, antidumping et compensatoires, le contrôle du transport de marchandises en transit sur son territoire, la déclaration détaillée des marchandises sous contrôle douanier)³⁷;
- b. d'ici à février 2016:
 - i. publication électronique des informations préalables obligatoires concernant la distribution de marchandises importées sur le territoire douanier de l'UEE par transport routier;
 - ii. disponibilité de l'équipement adapté et moderne aux points de contrôle routiers et ferroviaires sélectionnés entre la République kirghize et un autre État membre de l'UEE³⁸; et
- c. en août 2017, toutes les procédures douanières se faisaient par voie électronique.

Le dernier élément prévu dans le plan et le calendrier dispose que, au plus tard d'ici à août 2019, tous les points de contrôle restants entre la République kirghize et un autre État membre de l'UEE doivent être équipés de l'équipement prescrit.³⁹

3.55. Enfin, le Protocole (paragraphe 38 et 39) prévoit aussi l'amélioration des interactions entre les autorités douanières de la République kirghize et celles des autres États membres de l'UEE. Lors de son adhésion, la République kirghize devait veiller à sa connexion électronique avec le système intégré d'informations de l'UEE; l'échange électronique d'informations concernant le contrôle des processus douaniers communs avec les autres autorités douanières de l'UEE; et l'échange d'informations normatives et de référence avec les autorités douanières des autres États membres de l'UEE.

³⁷ Il est précisé plus loin que les déclarations douanières adoptées avant l'adhésion restent soumises à la législation de la République kirghize, tandis que celles adoptées par la suite devaient être conformes au Code des douanes de l'Union douanière et plus tard à celui de l'UEE.

³⁸ Comprend le matériel de pesage, les systèmes d'inspection par rayons X, les systèmes d'enregistrement vidéo pour les marchandises et les véhicules transportés, le matériel stationnaire et/ou portable de détection des radiations, de détection des substances narcotiques et explosives, les moyens techniques et les voies de communication qui garantissent le fonctionnement des systèmes d'information en ligne, ainsi que le matériel d'ingénierie nécessaire pour le fonctionnement ininterrompu du travail aux points de contrôle.

³⁹ Le Protocole, qui prévoyait initialement que l'objectif serait rempli dans un délai de 2 ans à compter de l'adhésion, a par la suite été modifié et le délai a été étendu à 48 mois (Ordonnance n° 19 du Conseil de la Commission datée du 28 avril 2017).

3.56. Afin de pouvoir suivre la mise en œuvre des dispositions inscrites à l'annexe 1 du Protocole sur les clauses transitoires, la République kirghize doit autoriser les autorités douanières des autres États membres de l'UEE à être présentes aux points de contrôle dans la section kirghize de la frontière douanière, ainsi qu'aux autres emplacements douaniers de la République kirghize – mais sans mettre en place de bureaux douaniers de ces autres États.

4 DISPOSITIONS SUR LE COMMERCE DES SERVICES ET L'INVESTISSEMENT

4.1. L'UEE vise à établir progressivement un marché unique des services entre ses États membres. Ceux-ci conservent leur autonomie en matière de commerce des services et d'investissement avec les tierces parties.

4.2. À la suite de son adhésion à l'UEE, la République kirghize a commencé d'appliquer les disciplines de l'UEE sur le commerce des services et l'investissement, comme le prévoient le traité et les décisions de l'UEE dans leur version modifiée par les dispositions applicables de l'annexe du "Protocole sur les modifications" et de l'annexe 1 du Protocole sur les dispositions transitoires. Toutes ces dispositions sont décrites ci-après.

4.3. La présente section décrit les dispositions figurant dans le traité d'adhésion. Pour une présentation détaillée des disciplines de l'UEE relatives au commerce des services et à l'investissement, voir sa présentation factuelle (WT/REG358/1).

4.1 Champ d'application et définitions

4.4. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives à ces éléments; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent.

4.2 Refus d'accorder des avantages

4.5. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives au refus d'accorder des avantages; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent.

4.3 Dispositions générales concernant le commerce des services et l'investissement

4.6. Les points suivants récapitulent les disciplines de l'UEE sur le commerce des services et l'investissement:

- a. le "Protocole sur le commerce des services, la création d'entreprises, les activités et l'investissement" (annexe 16 du traité, ci-après le "Protocole sur les services et l'investissement") contient les disciplines générales de l'UEE, certains secteurs de services étant toutefois régis par une réglementation distincte – les disciplines relatives aux services financiers, par exemple, sont présentées dans le "Protocole sur les services financiers" de l'UEE (annexe 17);
- b. les disciplines s'appliquent aux quatre modes de fourniture de services de l'AGCS;
- c. la libéralisation des échanges internes à l'UEE est fondée sur une approche en trois volets (voir la section 4.4) – à savoir une liste positive de secteurs/sous-secteurs au sein d'un marché unique; une liste négative de mesures non conformes (la "liste des limitations additionnelles"); et des plans visant à leur suppression, y compris les procédures et étapes de la création du marché unique dans les secteurs en question; et
- d. comme c'est le cas pour tous les autres États membres de l'UEE, la liste de limitations horizontales de la République kirghize s'applique en toutes circonstances.

4.3.1 Accès aux marchés

4.7. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives à l'accès aux marchés; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent. La République kirghize peut appliquer des restrictions d'accès aux marchés qui ne sont pas autorisées par le traité de l'UEE à la condition qu'elles figurent dans sa liste de limitations additionnelles ou de limitations horizontales.

4.3.2 Traitement national et traitement NPF

4.8. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives au traitement national et au traitement NPF; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent. La République kirghize peut appliquer des restrictions d'accès aux marchés qui ne sont pas autorisées par le traité de l'UEE à la condition qu'elles figurent dans sa liste de limitations additionnelles ou de limitations horizontales.

4.3.3 Présence commerciale

4.9. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives à la présence commerciale; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent. Des exceptions à ces disciplines peuvent être appliquées à condition qu'elles figurent dans la liste de limitations additionnelles ou de limitations horizontales de la République kirghize.

4.3.4 Mouvement des personnes physiques

4.10. Les disciplines de l'UEE – libre circulation du personnel (mode 4), sous réserve des Listes de limitations additionnelles ou de limitations horizontales des États membres et des disciplines relevant de la section XXVI du traité de l'UEE sur les "migrations du travail" – s'appliquent en République kirghize. Ses engagements et limitations concernant le mode 4 sont abordés dans la section 4.4.1.

4.3.5 Prescriptions en matière de résultats

4.11. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives aux prescriptions en matière de résultats; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent. Des exceptions à ces disciplines peuvent être appliquées à condition qu'elles figurent dans la liste de limitations additionnelles ou de limitations horizontales de la République kirghize.

4.3.6 Entreprises et monopoles d'État

4.12. La section XII de l'annexe 1 du traité d'adhésion dispose que les disciplines de l'UEE relatives aux monopoles naturels⁴⁰ s'appliquent à compter de la fin de la période de transition de 18 mois entamée lors de l'entrée en vigueur du traité d'adhésion – c'est-à-dire en février 2017. Ces dispositions régissent les relations entre les monopoles naturels de la République kirghize, ses consommateurs et ses organes à tous les niveaux de gouvernement dès lors qu'elles affectent les échanges entre États membres de l'UEE.

4.13. Les monopoles naturels de la République kirghize correspondent aux services publics définis comme tels dans la législation nationale (paragraphe 3 de l'annexe du protocole sur les modifications):

- a. les services relatifs au transport du pétrole et des produits pétroliers par les principaux oléoducs, la transmission et la distribution d'électricité, les services de gestion de l'exploitation et de la distribution du système énergétique national, et le transport ferroviaire (figurant dans l'appendice 1 au protocole n° 20); et
- b. le transport, la distribution, le stockage et la vente de gaz naturel; le soutien aéronautique aux vols et aux activités au sol pour le transport aérien intérieur; les services de télécommunication publiques et les communications postales; la production, la transmission, la distribution et la vente d'énergie thermique; la fourniture centralisée d'eau et les services d'assainissement (figurant dans l'appendice 2 du protocole n° 20).

4.4 Engagements en matière de libéralisation et Marché unique

4.14. L'article 66 du traité contient une clause de statu quo en vertu de laquelle les États membres conviennent de n'adopter aucune nouvelle mesure discriminatoire en matière de commerce des services, d'établissement et d'activités à compter de la date d'entrée en vigueur du

⁴⁰ Article 78 du traité de l'UEE et son protocole n° 20 sur les règles et principes communs de réglementation des activités des entités exerçant un monopole naturel.

traité. Les disciplines relatives au statu quo ne s'appliquent pas au traitement national pour d'autres formes d'investissement⁴¹ (paragraphe 73 du Protocole sur les services et l'investissement). Appliquées à la République kirghize, les mesures restrictives en vigueur au 23 décembre 2014 sont donc consolidées. Cependant, de nouvelles mesures restrictives peuvent être adoptées dans certains secteurs particuliers si les Listes de limitations additionnelles prévoient la possibilité de prendre de futures mesures restrictives; c'est le cas dans les trois États membres de l'UEE et en Arménie pour un nombre limité de secteurs, et aucune future mesure restrictive n'est applicable à la République kirghize.⁴²

4.15. Globalement, la libéralisation des échanges internes à l'UEE en matière de services et d'investissement prévoit:

- a. une méthode dite de "liste négative", ce qui signifie que le traitement national, le traitement NPF et la prohibition de mesures quantitatives et de mesures d'investissement s'appliquent conformément au traité de l'UEE en matière de commerce des services, de création d'entreprises, d'activités et d'investissements; les mesures non conformes ne sont autorisées qu'à la condition de figurer dans leurs Listes de limitations additionnelles ou de limitations horizontales; et
- b. une "liste positive" des secteurs dans lesquels un marché unique est en vigueur. Le marché unique de services fonctionnera sur une base réciproque grâce à la libéralisation par étapes du commerce des services et des investissements et à la suppression progressive des restrictions et des réserves (paragraphe 41 du Protocole sur les services et l'investissement).

4.16. Un marché unique dans un secteur de services donné englobe les points suivants parmi les fournisseurs de services de l'UEE (paragraphe 38 du Protocole sur les services et l'investissement):

- a. le traitement national et le traitement NPF, ainsi que la prohibition des restrictions à l'accès aux marchés et des prescriptions en matière de résultats;
- b. la fourniture de services sans obligation de création d'une entité juridique;
- c. l'autorisation des services de fourniture sur la base de la reconnaissance mutuelle des permis;
- d. la reconnaissance des qualifications professionnelles de son personnel; mais
- e. ces éléments restent soumis aux Listes nationales de limitations horizontales.

En termes généraux, le traitement du Marché unique implique donc une libéralisation bien plus grande que le traitement accordé aux fournisseurs de services en vertu des engagements généralement pris dans le cadre de l'OMC.

4.17. L'intégration de la République kirghize à la libéralisation des services commerciaux et de l'investissement au sein de l'UEE repose principalement sur les éléments suivants:

- a. la liste de limitations horizontales de la République kirghize, qui figure au paragraphe 1 de l'annexe au Protocole sur les modifications, s'applique dans tous les secteurs;
- b. la liste de limitations additionnelles de la République kirghize (conformément aux paragraphes 60 et 61 de l'annexe 1 du Protocole sur les dispositions transitoires) figure dans la Décision n° 32 du 16 octobre 2015 portant modification de la Décision n° 112 du 23 décembre 2014⁴³;

⁴¹ Ces dispositions ne s'appliquent pas à l'établissement.

⁴² Limitations 6, 7 et 9 pour l'Arménie; limitations 27 et 28 pour le Bélarus; 7, 25, 26, 28 à 30 pour le Kazakhstan; 5, 6, 31 à 35 pour la Fédération de Russie.

⁴³ https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0148771/scd_19102015_32 (en russe).

- c. à compter du 19 octobre 2015, la République kirghize a rejoint le marché unique concernant 43 secteurs/sous-secteurs de services déjà existants depuis l'entrée en vigueur de l'UEE (Décision n° 31/15 du Conseil suprême, en application du paragraphe 62 de l'annexe 1 du Protocole sur les dispositions transitoires), selon la répartition suivante⁴⁴:
- i. dans 23 secteurs de services, un marché unique des services est en vigueur dans tous les États membres de l'UEE (par exemple pour les services liés à l'agriculture, les services de location de machines et d'équipements sans opérateurs, les services de conseil en gestion, les services de développement de logiciels);
 - ii. dans six secteurs de services, un marché unique des services est en vigueur entre le Bélarus et la Fédération de Russie depuis le 1^{er} janvier 2015, avec l'Arménie depuis le 12 mai 2015 et avec la République kirghize depuis le 19 octobre 2015 (y compris pour les services de commerce de gros et de détail, les services de franchisage et les services d'hôtellerie et de traiteur). Pour le Kazakhstan, le Marché unique est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016;
 - iii. dans six secteurs de services, un marché unique des services est en vigueur entre le Bélarus et la Fédération de Russie seulement, depuis le 1^{er} janvier 2015, avec l'Arménie depuis le 12 mai 2015 ainsi qu'avec la République kirghize depuis le 19 octobre 2015 (tous correspondant à des services auxiliaires des services de transport); et
 - iv. dans huit secteurs de services, un Marché unique des services est en vigueur entre le Bélarus et la Fédération de Russie depuis le 1^{er} janvier 2015, avec l'Arménie depuis le 12 mai 2015 et avec la République kirghize depuis le 19 octobre 2015 (par exemple pour les services de construction et d'ingénierie). Pour le Kazakhstan, le Marché unique entrera en vigueur en 2024, en application des périodes de transition prévues dans les plans de libéralisation;
- d. son inclusion dans le Marché unique pour les services relevant de 21 secteurs/sous-secteurs de services établis pendant une période de transition, comme convenu dans la Décision n° 30/15⁴⁵ du Conseil suprême (conformément au paragraphe 59 de l'annexe 3 du traité d'adhésion), sous réserve des exemptions figurant dans les Listes nationales de limitations horizontales. La période de transition, le plan et la liste concernant la création d'un marché unique pour 20 des 21 secteurs/sous-secteurs de services sont précisés dans les Décisions n° 22/16 et 23/16 du Conseil suprême⁴⁶;
- e. pour les secteurs dans lesquels le marché unique n'est pas en vigueur, le traitement national et le traitement NPF s'appliquent. En outre, les restrictions quantitatives et les restrictions à l'investissement ne sont pas autorisées;
- f. la création d'un marché commun pour les services financiers, de transport et d'énergie est réglementée par d'autres plans indiqués dans le traité de l'UEE.

4.18. Les sous-sections suivantes donnent un aperçu des engagements pris en matière de libéralisation des services dans le cadre de l'UEE. Elles présentent les principales différences par

⁴⁴ Décision portant modification de la liste des secteurs (sous-secteurs) de services, dans lesquels un marché unique des services fonctionne dans le cadre de l'Union économique eurasiatique, https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0148769/scd_19102015_31 (en russe).

⁴⁵ Décision n° 30/15 portant approbation de la liste des secteurs (sous-secteurs) de services dans lesquels un marché unique des services sera créé dans le cadre de l'Union économique eurasiatique conformément aux plans de libéralisation (pendant la période de transition) du 16 octobre 2015, https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0138767/scd_19102015_30 (en russe). Cette décision s'appliquait à chacun des cinq États membres de l'UEE.

⁴⁶ Décisions portant approbation des plans de libéralisation des secteurs de services mentionnés dans la Décision n° 30 du 16 octobre 2015 du Conseil suprême, "https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01315046/scd_11042017_22" et https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01315047/scd_11042017_23 (en russe).

secteur entre les listes respectives de la République kirghize au titre de l'AGCS et les engagements sectoriels au titre de l'UEE. Les tableaux ignorent les limitations NPF et horizontales, ainsi que les engagements/limitations concernant le mode 4. Les secteurs et sous-secteurs dans lesquels l'entrée en vigueur d'un marché unique est envisagée, ainsi que leur date d'entrée en vigueur en application des plans de libéralisation et des décisions du Conseil suprême, sont présentés à l'annexe 4.

4.4.1 République kirghize

4.4.1.1 Réserves horizontales

4.19. Dans le cadre de l'AGCS, la République kirghize n'a inscrit qu'une seule limitation horizontale de l'accès aux marchés et du traitement national sur le mode 4; elles sont levées dans les secteurs/sous-secteurs pour lesquels la République kirghize a pris des engagements sous certaines circonstances.⁴⁷ Au titre de l'AGCS également, une limitation du traitement national est levée pour les ressortissants de la CEI ainsi que pour les ressortissants d'autres pays avec lesquels la République kirghize a conclu des accords d'admission sans visa. Dans le cadre de l'UEE, la limitation concernant le mode 4 a été levée mais les autres limitations restent applicables. Les limitations horizontales de la République kirghize introduisent les réserves suivantes, qui diffèrent des réserves relevant de l'AGCS:

- a. le traitement national peut ne pas être accordé à des investisseurs de l'UEE et à leurs investissements s'agissant i) de subventions et d'autres formes de soutien public; ii) d'acquisition/de propriété de terres agricoles, de sous-sols et de terres situées dans les zones frontalières (toutefois, la location de parcelles dans des zones habitées reste possible); iii) de toutes les transactions civiles impliquant la vente de tous types de biens immeubles, dans les zones frontalières; et iv) de l'acquisition de bâtiments résidentiels;
- b. en ce qui concerne l'utilisation des sous-sols, les limitations de l'accès aux marchés et les prescriptions en matière de résultats s'appliquent à tous les accords de partage de la production⁴⁸; de surcroît, l'accès aux marchés peut ne pas être accordé à des investisseurs ou attributaires d'enchères/appels d'offres étrangers pour l'utilisation du sous-sol⁴⁹;
- c. limitations non conformes de l'accès aux marchés dans les zones contenant des ressources stratégiques, et dans les cas de transfert d'une partie de la propriété d'une entreprise à la concession.

4.20. La République kirghize n'a inscrit aucune exemption NPF dans le cadre de l'AGCS. Dans le cadre de l'UEE, des exemptions NPF sont réservées pour les services financiers et les catégories d'activités liées à des monopoles naturels, à l'énergie et aux transports; certaines de ces exemptions sont cependant levées en application des plans de libéralisation en vue de la création de marchés uniques de services.

4.4.1.2 Engagements sectoriels

4.21. Dans sa Liste AGCS, la République kirghize a globalement pris des engagements spécifiques dans tous les secteurs de services; en comparaison, ses engagements de libéralisation au titre de l'UEE sont étendus – en particulier avec la mise en œuvre d'un marché unique dans différents sous-secteurs et la libéralisation totale de certains autres.

⁴⁷ Dans le cadre de l'AGCS, les restrictions sont levées: i) pour une période de 90 jours concernant les vendeurs de services; ii) pour une période de trois ans (pouvant être prorogée de deux ans au maximum) concernant les transferts de cadres, de dirigeants et d'experts au sein d'une société.

⁴⁸ Les accords conclus avant le 1^{er} janvier 2015 imposent les obligations suivantes aux investisseurs: i) privilégier la participation des entités kirghizes aux activités en tant que contractant, fournisseur, expéditeur ou à un autre titre; ii) au moins 80% des employés d'une entité doivent être de nationalité kirghize; iii) au moins 50% de la valeur totale des commandes passées pour la fabrication de matériel d'exploration, de développement, etc., doit être confiée à des entités kirghizes inscrites comme contribuables en République kirghize.

⁴⁹ Pour obtenir une licence d'utilisation du sous-sol, les investisseurs étrangers doivent ouvrir une filiale détenue à 100% en République kirghize.

4.22. Le tableau 4.1 récapitule les engagements que la République kirghize a pris concernant les services dans le cadre de l'UEE en les comparant avec ses engagements au titre de l'AGCS, à l'exception des limitations concernant le mode 4 et des limitations horizontales. L'annexe 4 contient des détails supplémentaires ainsi que les décisions elles-mêmes. La colonne relative à la libéralisation au titre de l'UEE indique l'existence effective/future d'un marché unique ainsi que la portée de la libéralisation dans les secteurs qui ne sont pas couverts par le marché unique.

4.23. Pour tout type d'activité nécessitant une licence, la liste de limitations additionnelles de la République kirghize impose aux fournisseurs de services d'autres États membres d'établir une entité juridique sur son territoire; en outre, des limitations du traitement national et de l'accès aux marchés peuvent s'appliquer.⁵⁰ Ces limitations doivent être levées lorsqu'un marché unique entre en vigueur; dans le cas contraire, la République kirghize limite l'accès d'autres États membres de l'UEE, comme l'indiquent le tableau ci-dessous et les paragraphes concernés.

Tableau 4.1 République kirghize: comparaison entre les engagements en matière de libéralisation découlant de l'AGCS et de l'UEE (à l'exception des limitations concernant le mode 4 et des limitations horizontales)

Secteurs et sous-secteurs	AGCS	Comparaison avec l'AGCS	UEE – Adhésion de la République kirghize ^a
1. Services fournis aux entreprises			
A. Services professionnels	Partiels	Améliorés	MU (2015; 2022)/Partiels
B. Services informatiques et services connexes	Sans limitation	Améliorés	MU* (2015)/Sans limitation
C. Services de recherche-développement	Sans limitation	Améliorés	MU* (2020)/Sans limitation
D. Services immobiliers	Partiels	Améliorés	MU (2020)
E. Services de location ou de crédit-bail sans opérateurs	Sans limitation	Améliorés	MU* (2015; 2019)/Sans limitation
F. Autres services fournis aux entreprises	Partiels	Améliorés	MU* (2015; 2019)/Partiels
2. Services de communication			
A. Services postaux	Partiels	Similaires	Partiels
B. Services de messagerie	Sans limitation	Similaires	Sans limitation
C. Services de télécommunication	Partiels	Similaires	Partiels
D. Services audiovisuels	Partiels	Améliorés	MU* (2015; 2019)/Partiels
E. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes			
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Sans limitation	Améliorés	MU* (2015)/Partiels
B. Travaux d'entreprises générales d'ouvrages de génie civil	Sans limitation	Améliorés	MU (2015; 2021)
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Sans limitation	Améliorés	MU* (2015)/Sans limitation
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Sans limitation	Améliorés	MU* (2015)/Sans limitation
E. Autres services	Sans limitation	Nouveaux	MU* (2015)/Sans limitation
4. Services de distribution			
A. Services de courtage	Sans limitation	Améliorés	MU (2015)
B. Services de commerce de gros	Partiels	Améliorés	MU* (2015)
C. Services de commerce de détail	Partiels	Améliorés	MU* (2015)
D. Services de franchisage	Partiels	Améliorés	MU (2015)
E. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
5. Services d'éducation			
A. Services d'enseignement primaire	Partiels	Améliorés	Partiels
B. Services d'enseignement secondaire	Partiels	Améliorés	Partiels
C. Services d'enseignement supérieur	Partiels	Améliorés	Partiels
D. Services d'enseignement pour adultes	Partiels	Améliorés	Sans limitation
E. Autres services d'enseignement	---	Nouveaux	Sans limitation

⁵⁰ Limitation 2 de la Liste. La Loi de la République kirghize n° 195 du 19 octobre 2013 sur le système d'attribution des licences en République kirghize comprend davantage de renseignements sur les activités soumises à l'obtention d'une licence.

Secteurs et sous-secteurs	AGCS	Comparaison avec l'AGCS	UEE – Adhésion de la République kirghize ^a
6. Services environnementaux			
A. Services d'assainissement	Sans limitation	Similaires	Partiels
B. Services d'enlèvement des ordures	Sans limitation	Similaires	Partiels
C. Services de voirie et services analogues	Sans limitation	Similaires	Partiels
D. Autres services	Sans limitation	Similaires	Sans limitation
7. Services financiers			
A. Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance	Partiels	Améliorés	MU (2015)
B. Services bancaires et autres services financiers (sauf assurance)	Sans limitation	Améliorés	MU (2015)
C. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
8. Services de santé et services sociaux			
A. Services hospitaliers	Sans limitation	Similaires	Partiels
B. Autres services de santé humaine	Sans limitation	Similaires	Partiels
C. Services sociaux	Sans limitation	Nouveaux	Sans limitation
D. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
9. Services relatifs au tourisme et aux voyages			
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Sans limitation	Améliorés	MU (2015)
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Sans limitation	Améliorés	MU (2019)
C. Services de guides touristiques	Sans limitation	Similaires	Sans limitation
D. Autres services	Sans limitation	Similaires	Sans limitation
10. Services récréatifs, culturels et sportifs			
A. Services de spectacles (y compris pièces de théâtre, orchestres et cirques)	Sans limitation	Améliorés	MU (2015)
B. Services d'agences de presse	Sans limitation	Similaires	Sans limitation
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Sans limitation	Similaires	Sans limitation
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Sans limitation	Améliorés	MU* (2015)/Partiels
E. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
11. Services de transport			
A. Services de transport maritime	Sans limitation	Améliorés	MU (2025)
B. Services de transport par les voies navigables intérieures	---	Nouveaux	Partiels
C. Services de transport aérien	Partiels	Similaires	Partiels
D. Services de transport spatial	---	Nouveaux	Sans limitation
E. Services de transport ferroviaire	Sans limitation	Améliorés	MU (2025)
F. Services de transport routier	Sans limitation	Améliorés	MU (2015; 2025)
G. Services de transport par conduites	Sans limitation	Moindres	---
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Partiels	Améliorés	MU (2015; 2025)
I. Autres services de transport	---	Nouveaux	Sans limitation
12. Autres services non compris ailleurs	---	Nouveaux	Sans limitation

Note générale: Il n'est pas tenu compte des limitations relatives au traitement NPF et des limitations horizontales, ni des engagements/limitations concernant le mode 4. Dans le cadre de l'UEE, les services sont classés conformément à la CPC (selon la version 1) qui a ensuite été transférée

dans la CPC provisoire et le document MTN.GNS/W/120 en utilisant le tableau de référence de l'ONU disponible à l'adresse suivante:

https://unstats.un.org/unsd/publication/SeriesM/SeriesM_77ver1_1E.pdf.

- a Les années entre parenthèses désignent l'année de début (à tout moment dans l'année) de fonctionnement d'un marché unique des services dans un secteur/sous-secteur particulier; deux années indiquent que les sous-secteurs concernés ne sont pas soumis aux mêmes dates limites définitives de libéralisation.

MU: Marché unique de services en fonctionnement.

MU*: Marché unique de services en fonctionnement dans l'un des sous-secteurs au moins.

Sans limitation: Pour les sous-secteurs sans marché unique de services, les engagements spécifiques ne sont soumis à aucune limitation quel que soit celui des trois modes qui est concerné.

Améliorés: Engagements pris dans le cadre de l'UEE et généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Nouveaux: Nouveaux engagements pris dans le cadre de l'UEE (sans limitation ou partiels, avec ou sans limitations) et pouvant être considérés comme des engagements "améliorés".

Partiels: Pour les sous-secteurs sans marché unique de services, les engagements spécifiques sont soumis à certaines limitations quel que soit celui des 3 modes qui est concerné.

---: Pour l'AGCS – pas d'engagement, pour l'UEE – aucun projet/plan de libéralisation n'existait en février 2018.

Similaires: Engagements similaires (UEE/AGCS); dans certains cas particuliers, cependant, avec des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.

Source: Document de l'OMC GATS/SC/125, 22 avril 1999; Décisions n° 110/14, 111/14, 112/14, 30/15, 31/15, 32/15, 22/16 et 23/16 du Conseil suprême; et annexe au Protocole sur les modifications.

4.24. Les secteurs/sous-secteurs suivants, entre autres, pour lesquels aucun engagement n'a été pris dans le cadre de l'AGCS, ont été entièrement libéralisés dans le cadre de l'UEE: services intégrés d'ingénierie, services de placement et de fourniture de personnel, services d'investigation et de sécurité, services de nettoyage de bâtiments, services de photographie, services d'emballage, et "autres services" relevant des services professionnels, audiovisuels et de communication, des services de distribution, des services récréatifs, culturels, sportifs, et des autres services de transport.

4.25. La libéralisation des services fournis aux entreprises a été largement améliorée par rapport à la situation découlant de l'AGCS, en particulier grâce à la libéralisation intégrale du mode 4. D'autre part, la République kirghize a rejoint le Marché unique concernant certains secteurs/sous-secteurs – par exemple les services fiscaux, les services architecturaux consultatifs et préalables à la conception, les services d'installation d'ordinateurs et de mise en œuvre des logiciels, et les services liés au matériel de transport. Pour d'autres sous-secteurs qui, en règle générale, sont entièrement libéralisés au titre de l'AGCS comme la comptabilité, l'audit, la tenue de registres, ainsi que les services de recherche-développement et les services immobiliers, le Marché unique commencera de fonctionner pendant la période 2020-2022. En ce qui concerne les services d'ingénierie et de planification urbaine, le Marché unique est entré en vigueur à partir de 2015 tandis qu'il fonctionnera d'ici à 2021 pour les services relatifs aux objets dangereux, techniquement complexes et patrimoniaux.⁵¹ Pour les services de conseil en gestion – qui, en règle générale, sont entièrement libéralisés au titre de l'AGCS –, le Marché unique ne fonctionnait que pour certains sous-secteurs spécifiques, à savoir la gestion générale, la gestion financière à l'exception de l'impôt sur les sociétés, la commercialisation et la gestion des ressources humaines. Dans le cadre de l'UEE, des réserves concernant le mode 4 ont été inscrites pour les avocats, les notaires privés et les experts judiciaires; elles sont généralement soumises à des prescriptions en matière de nationalité. De plus, des limitations du traitement national s'appliquent aux détectives privés et aux activités de sécurité. La fourniture de services juridiques, de services de notariat privé, de services d'audit et de services médicaux réalisés par des organisations et entrepreneurs privés reste soumise à l'obtention de licences.

4.26. Dans le domaine des services postaux et des services de télécommunication, qui sont partiellement libéralisés dans le cadre de l'AGCS, plusieurs activités restent soumises à l'obtention d'une licence; de plus, des limitations non conformes du traitement national s'appliquent aux services postaux. La libéralisation des services audiovisuels a été améliorée grâce à la création d'un marché unique de services dans le domaine des enregistrements sonores en 2015 et, de

⁵¹ Voir les notes de bas de page du tableau A4.1 à l'annexe 4 pour une liste complète.

même, un marché unique sera institué en 2019 pour les services de production et de distribution de films cinématographiques et de vidéos, ainsi que de vidéos de démonstration.

4.27. En 2015, un marché unique a été institué pour les services de construction et les services d'ingénierie connexes, entièrement libéralisés dans le cadre de l'AGCS, sauf pour les objets dangereux, complexes et patrimoniaux, pour lesquels un marché unique entrera en vigueur d'ici à 2021. Des prescriptions en matière de licences s'appliquent pour certains travaux de construction, conception et installation urbaine où il n'existe pas de marché unique.

4.28. S'agissant des services de distribution, la République kirghize a substantiellement amélioré ses engagements dans le cadre de l'AGCS en adhérant à un marché unique des services de courtage et de franchisage ainsi que dans certains sous-secteurs des services de commerce de gros et de détail. Hormis la prohibition de la vente de boissons alcooliques, de tabac, d'armes à feu et de produits pharmaceutiques au titre de l'AGCS, la liste de l'UEE contient également, entre autres, les matières explosives, les déchets et débris de métaux précieux et les métaux et pierres précieuses.⁵² En outre, certaines prescriptions en matière de résultats s'appliquent à l'alcool éthylique, et des restrictions du traitement national et de l'accès aux marchés pour les stupéfiants. La distribution d'électricité, d'énergie thermique et de gaz naturel demeure assujettie à l'obtention de licences.

4.29. Les engagements relatifs aux services éducatifs ont été globalement améliorés. Dans le cadre de l'UEE, la République kirghize a étendu ses engagements au titre de l'AGCS pour inclure les services dont le financement est public. À l'exception des organisations étatiques et municipales, l'activité éducative est soumise à l'obtention d'une licence.

4.30. S'agissant des services environnementaux, qui sont entièrement libéralisés dans le cadre de l'AGCS, trois des quatre secteurs demeurent restreints en lien, entre autres, avec les déchets radioactifs, les matières et substances explosives, les produits chimiques et la gestion des déchets – en particulier au moyen de prescriptions en matière de licences. En outre, la République kirghize s'est réservé le droit d'appliquer des mesures non conformes d'accès aux marchés concernant la collecte des déchets de métaux ferreux et non ferreux.

4.31. La libéralisation des services financiers a été largement améliorée par rapport aux engagements pris dans le cadre de l'AGCS. Dès son adhésion à l'UEE, la République kirghize a entièrement libéralisé certains secteurs/sous-secteurs – l'assurance du transport international de personnes et de marchandises et les services auxiliaires de l'assurance, par exemple, sont entièrement libéralisés pour les modes 1 et 2, alors qu'ils ne sont pas consolidés dans le cadre de l'AGCS pour le mode 1. En ce qui concerne les services bancaires et autres services financiers, qui sont entièrement libéralisés dans le cadre de l'AGCS, des limitations du traitement national demeurent dans le cadre de l'UEE. Le mode 4 a été libéralisé dans l'ensemble du secteur. En outre, le Marché unique pour les services financiers sera en vigueur d'ici à 2025; les fournisseurs de services financiers de l'UEE bénéficieront ainsi d'un régime amélioré et plus libéralisé par rapport aux autres Membres de l'OMC (voir la section 4.3.1).

4.32. S'agissant des services liés à la santé et des services sociaux, les engagements que la République kirghize a pris dans le cadre de l'AGCS sont entièrement libéralisés pour ce qui concerne les services hospitaliers et sociaux et les autres services de santé humaine. Dans le cadre de l'UEE, la libéralisation sectorielle reste assujettie à des prescriptions en matière de licences pour tous les types d'activité médicale.

4.33. Les engagements pris concernant les services liés au tourisme et aux voyages, qui étaient entièrement libéralisés dans le cadre de l'AGCS, ont été largement améliorés dans le cadre de l'UEE, principalement en raison de la création d'un marché unique des services d'hébergement en hôtel/motel et de fourniture de produits alimentaires et de boissons en 2015, et des services d'agences de voyages et d'organismes touristiques en 2019.

4.34. La libéralisation des services récréatifs, culturels et sportifs a été améliorée. Depuis 2015, un marché unique des services est entré en vigueur pour les services de divertissement, les services sportifs et d'autres services récréatifs à l'exception de l'organisation d'une loterie

⁵² Pour des renseignements plus détaillés, voir la note c à l'annexe 4.

professionnelle, qui a été entièrement libéralisée sauf pour ce qui concerne l'obligation d'obtenir une licence. La République kirghize s'est réservé le droit d'appliquer des mesures non conformes d'accès aux marchés concernant les services de médias de masse.

4.35. Les engagements relatifs aux services de transport ont été largement améliorés dans le cadre de l'UEE. En 2015, la République kirghize a rejoint le marché unique concernant certains secteurs/sous-secteurs comme la manutention, le stockage et l'entreposage de marchandises. Certains services de transport routier, aérien et maritime nécessitent l'obtention d'une licence. Une politique de transport coordonnée, conduite sous l'égide de l'UEE, vise à supprimer les barrières existantes et à créer un marché unique des services de transport maritime, ferroviaire et routier et des services auxiliaires d'ici à 2025 (voir la section 4.3.3).

4.36. L'investissement dans les médias de masse, les services postaux, les ressources du sous-sol et les ressources d'importance nationale, la distribution de médicaments et certains services environnementaux est limité par diverses restrictions, dont la réserve non conforme de l'accès aux marchés et du traitement national.

4.5 Dispositions réglementaires

4.37. Le traité d'adhésion ne comporte pas de dispositions réglementaires sur la réglementation intérieure, la reconnaissance, les subventions et les mesures de sauvegarde; de ce fait, ce sont les disciplines de l'UEE qui s'appliquent. En particulier, elles prévoient que lorsqu'un marché unique de services fonctionne dans un secteur spécifique, chaque État membre doit:

- a. accorder aux ressortissants de tout autre État membre le droit de fournir des services et, en conséquence, accorder un permis pour ce faire aux fournisseurs de services; et
- b. reconnaître les qualifications professionnelles des fournisseurs de services.

4.6 Dispositions sectorielles sur le commerce des services

4.6.1 Services financiers

4.38. Les disciplines de l'UEE sur les services financiers s'appliquent à la République kirghize. Conformément aux dispositions de l'annexe 17 du traité de l'UEE – le "Protocole sur les services financiers" –, la République kirghize a inscrit un certain nombre de limitations des services financiers au paragraphe 2 de l'annexe du Protocole sur les modifications. Ces limitations concernent:

- a. des engagements dans le domaine de l'assurance autre que sur la vie, de la réassurance et des courtiers d'assurance, ainsi que du soutien aux services d'assurance. Ils ont été ajoutés au supplément 1 du Protocole sur les services financiers de l'UEE; et
- b. la création d'entreprises concernant tous les autres types de services financiers. Ces engagements ont été ajoutés au supplément 2 du Protocole sur les services financiers.

4.39. Comme l'indique le paragraphe 4.31 ci-dessus, un marché unique des services est envisagé à l'horizon 2025; dans tous les États membres de l'UEE, y compris la République kirghize, des travaux sont en cours afin de réduire progressivement les limitations des services financiers et de coordonner les politiques des États membres pour les marchés financiers.

4.6.2 Services d'électricité

4.40. L'UEE vise à créer un marché commun de l'électricité (MCE); sa phase initiale s'est achevée avec l'adoption de la Décision n° 12/15 du Conseil suprême sur la notion de création d'un marché commun de l'électricité de l'UEE. Depuis lors, les travaux se sont poursuivis et il a été convenu que le MCE serait mis en œuvre en utilisant les plates-formes d'échange existantes de ses membres (plutôt que de prévoir la création d'une nouvelle plate-forme).

4.41. La République kirghize s'est engagée à appliquer les disciplines de l'UEE concernant la méthode de transmission d'électricité d'État à État (section XIII de l'annexe 1 du Protocole sur les

dispositions transitoires du traité d'adhésion, section XX du traité de l'UEE et en particulier son annexe 21), sur la base de l'évolution de la législation dans l'UEE en la matière. Les dispositions pertinentes sur le marché de l'électricité devaient prendre effet le 17 février 2018; cependant, en juillet 2018, ce n'était pas encore le cas.

4.6.3 Services de transport ferroviaire

4.42. La section XXI du traité de l'UEE, qui s'applique également à la République kirghize, régit les services de transport et s'applique au transport routier, aérien, maritime et ferroviaire, en tenant compte des dispositions des sections XVIII (Principes généraux et règles de concurrence) et XIX (Monopoles naturels). La section XXI est complétée par le Protocole sur la politique de transport coordonnée des États membres (annexe 24). Le traité de l'UEE fixe l'objectif de création d'une zone de transport commune dans l'UEE, par la conclusion de traités internationaux entre les États membres de l'UEE.

4.43. Les services de transport ferroviaire sont réglementés par les paragraphes 18 et 19 de l'annexe 24 et son supplément 2. Celui-ci contient d'autres règles sur l'accès au transport ferroviaire et les politiques tarifaires, tandis que ses deux appendices fixent les règles obligeant les États membres à garantir aux transporteurs d'autres États membres l'accès aux services d'infrastructure de transport ferroviaire (appendice 1) et la fourniture de services d'infrastructure pour le transport ferroviaire (appendice 2). Suite à son adhésion, la République kirghize a inscrit la disposition relative à la fourniture d'infrastructures et à la réalisation des travaux nécessaires à la circulation ferroviaire et aux mouvements de manœuvre dans son appendice 2 à l'annexe 24 (paragraphe 4 du Protocole sur les modifications).

5 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

5.1 Transparence

5.1. Le traité d'adhésion ne contient pas de disposition concernant la transparence; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent à la République kirghize.

5.2 Paiements courants et mouvements de capitaux

5.2. Le traité d'adhésion ne contient pas de disposition concernant les paiements courants et les mouvements de capitaux; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent à la République kirghize.

5.3 Exceptions

5.3. Le traité d'adhésion ne contient pas de disposition concernant les exceptions; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent à la République kirghize.

5.4 Adhésion et retrait

5.4. L'article 11 du traité d'adhésion prévoit que, à la suite de sa ratification, le traité entre en vigueur à la date à laquelle la Commission (qui est dépositaire du traité) reçoit, par la voie diplomatique, la dernière notification écrite des Parties achevant les procédures nationales nécessaires à son entrée en vigueur, mais pas avant la date d'entrée en vigueur du traité de l'UEE. Le traité d'adhésion est entré en vigueur le 12 août 2015.

5.5 Cadre institutionnel

5.5. Le cadre institutionnel de l'Union prévoit la création de quatre institutions principales; leur composition a été modifiée lors de l'adhésion de la République kirghize pour garantir sa pleine participation aux activités de gouvernance de l'UEE (traité de l'UEE et section I de l'annexe 1 du Protocole sur les dispositions transitoires) comme suit:

- a. le Conseil économique suprême eurasiatique – l'organe le plus élevé de l'Union, composé des chefs des États membres – a été élargi lorsque le Président de la République kirghize est devenu membre de plein exercice. En application du Protocole du 15 mars 2018 modifiant le traité de l'UEE, le Conseil suprême peut aussi être composé de Premiers

Ministres qui sont habilités à prendre des décisions à ce niveau. Le Conseil suprême se réunit au moins une fois par an et ses décisions sont prises par consensus;

- b. le Premier Ministre de la République kirghize est devenu membre du Conseil intergouvernemental eurasiatique;
- c. la Commission économique eurasiatique, qui comprend le Conseil et le Collège, a également été élargie. Après son adhésion et jusqu'en février 2016, la République kirghize a été représentée par trois membres au Collège de la Commission, chacun détenant une voix, sans attribution de domaines de compétences (Décision n° 8/15 du Conseil suprême); et
- d. la taille et la structure de la Cour de l'UEE ont été adaptées, notamment par l'ajout de deux juges de la République kirghize à la Cour (Décision n° 7/15 du Conseil suprême).

5.6. En février 2016, un nouveau collège a été nommé. Le Collège se compose de dix membres à raison de deux membres par État membre, l'un d'entre eux exerçant la présidence. Les activités de la Commission se répartissent en dix domaines fonctionnels dirigés par ses Membres (Ministres), avec 26 départements au total. Le siège de la Commission se trouve à Moscou.

5.6 Règlement des différends

5.7. Le traité d'adhésion prévoit que les différends liés à l'interprétation et/ou à la mise en œuvre du traité d'adhésion sont réglés conformément à l'article 112 du traité de l'UEE (article 10).

5.7 Relation avec d'autres accords conclus par les Parties

5.8. Les disciplines du traité de l'UEE concernant les accords commerciaux avec des parties non signataires figurent aux articles 33 à 35 et 102; elles s'appliquent aux accords conclus par la République kirghize. Les accords commerciaux régionaux (ACR) auxquels la République kirghize est partie sont énumérés dans le tableau 5.1 ci-dessous.

Tableau 5.1 République kirghize: participation à d'autres ACR (notifiés et non notifiés en vigueur), au 22 mars 2018

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur	Champ d'application	Notification au GATT/ à l'OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
États membres de l'UEE – à titre collectif				
UEE-Viet Nam	5 octobre 2016	Marchandises et services	2017	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
États membres de l'UEE – à titre individuel ^a				
RÉPUBLIQUE KIRGHIZE				
Traité établissant une zone de libre-échange entre les membres de la Communauté d'États indépendants (CEI) ^b	20 septembre 2012	Marchandises	2013	Article XXIV du GATT
République kirghize-Ouzbékistan	20 mars 1998	Marchandises	1999	Article XXIV du GATT
République kirghize-Ukraine ^c	19 janvier 1998	Marchandises	1999	Article XXIV du GATT
République kirghize-Moldova ^c	21 novembre 1996	Marchandises	1999	Article XXIV du GATT
République kirghize-Kazakhstan ^c	11 novembre 1995	Marchandises	1999	Article XXIV du GATT
République kirghize-Arménie ^c	27 octobre 1995	Marchandises	2000	Article XXIV du GATT

a Pour les ACR des États membres fondateurs de l'UEE, voir la présentation factuelle de l'UEE, WT/REG358/1.

b Pour les ACR de l'Arménie, voir la présentation factuelle UEE – Adhésion de l'Arménie WT/REG363/1.
 c Les Parties à ce traité sont les suivantes: Arménie, Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan, République kirghize, République de Moldova, Tadjikistan et Ukraine. La date indiquée dans le tableau est celle d'entrée en vigueur pour la République kirghize.

- c L'article 23.2 du traité établissant une zone de libre-échange entre les membres de la CEI dispose que: "Les Parties sont convenues qu'à compter de la date d'entrée en vigueur du présent traité, elles prendront des mesures pour mettre fin aux traités internationaux bilatéraux existant entre elles, de la manière et selon les modalités prévues par lesdits traités, à moins que les Parties n'en soient convenues autrement".

Source: Secrétariat de l'OMC.

5.8 Marchés publics

5.9. La section XV de l'annexe 1 du Protocole sur les dispositions nationales fixe les dispositions relatives à la réglementation des marchés publics conformément à la section XXII du traité de l'UEE.

5.10. La République kirghize et les autres États membres de l'UEE accorderont un traitement national des marchés publics nationaux (municipaux) à l'expiration de la période de transition de deux ans à compter de la date d'adhésion. En outre, la République kirghize introduira les marchés publics électroniques en utilisant une signature numérique électronique à l'expiration du délai de deux ans après la date d'adhésion.

5.9 Droits de propriété intellectuelle⁵³

5.11. Les dispositions relatives aux droits de propriété intellectuelle figurent à la section XVI de l'annexe 1 du Protocole sur les dispositions transitoires. La République kirghize a commencé d'appliquer les dispositions concernées de la section V de l'annexe 26 du traité de l'UEE à l'issue de la période de transition de deux ans, à savoir le 12 août 2017.

5.12. La République kirghize s'est également engagée à élaborer et à mettre en œuvre un plan d'action sur la conduite d'activités visant à garantir la mise en œuvre du principe régional d'épuisement du droit exclusif aux marques⁵⁴ dans les trois mois suivant la date d'adhésion. Le 4 novembre 2015 a été adopté le plan d'action interdépartemental sur l'établissement des conditions pour l'adaptation des entités économiques de la République kirghize à la conduite de leurs activités dans les conditions où le principe régional d'épuisement du droit exclusif aux marques s'applique dans le pays pour la période 2015-2017. Conformément au plan d'action, un certain nombre de campagnes de sensibilisation pour les entreprises kirghizes ont été menées et un guide méthodologique a été élaboré. En outre, des consultations ont été proposées aux parties prenantes sur une base régulière.

5.10 Concurrence

5.13. L'annexe 1 du Protocole sur les dispositions transitoires contient des disciplines relatives à la politique de concurrence; la République kirghize appliquera les dispositions de la section XVIII du traité de l'UEE à l'issue de la période de 18 mois suivant l'entrée en vigueur du traité d'adhésion.

5.11 Autres

5.14. Le traité d'adhésion et son protocole sur les dispositions transitoires (section X) contiennent également des disciplines concernant la perception des taxes indirectes. Ces disciplines présentent les questions liées aux impôts et à la fiscalité, y compris la perception de taxes sur la valeur ajoutée et le partage de renseignements sur les impôts indirects.

⁵³ Le paragraphe 2 de l'annexe 26 du traité de l'UEE ("Protocole sur la protection et le contrôle des droits de propriété intellectuelle") donne des objets de propriété intellectuelle la définition suivante: "travaux scientifiques, littéraires et artistiques, programmes informatiques, phonogrammes, spectacles, marques et marques de service, indications géographiques, appellation d'origine de marchandises, inventions, modèles d'utilité, dessins industriels, obtentions sélectives, schémas de configuration des circuits intégrés, savoir-faire et autres objets de propriété intellectuelle protégés par des traités internationaux, les lois de l'UEE et la législation des États membres".

⁵⁴ En application du paragraphe 16 du Protocole sur la protection et le contrôle des droits de propriété intellectuelle, le principe d'épuisement des droits exhaustifs aux marques prévoit que "l'utilisation d'une marque ou d'une marque de l'UEE concernant des marchandises qui ont été légalement introduites dans le commerce sur le territoire de l'un des États membres, directement par le titulaire de la marque et (ou) de la marque de l'UEE ou par d'autres personnes avec son consentement, ne constitue pas une violation du droit exclusif de cette marque ou marque de l'UEE".

ANNEXE 1

1. Le tableau A1.1 présente la structure tarifaire de la République kirghize pour 2014-2016. La moyenne des taux NPF appliqués est passée de 5% à 8,6% lorsque la République kirghize a adhéré à l'UEE, avant de redescendre à 8,2% en 2016. Pour ce qui concerne les catégories de produits, les Membres de l'OMC faisaient face à un droit moyen de 8,5% lorsqu'ils exportaient un produit agricole vers la République kirghize en 2014, tandis que la moyenne pour les produits non agricoles s'établissait à 4%. En 2014, 20,7% des lignes tarifaires concernant les produits agricoles étaient en franchise de droits tandis que cette part était de 55% pour les produits non agricoles; en 2015, ces chiffres étaient respectivement de 6,7% et de 19% pour les produits agricoles et non agricoles. Si l'on ne tient compte que des lignes passibles de droits, les partenaires de la République kirghize au sein de l'Union ont bénéficié, en 2015, d'une marge moyenne de préférence de 15,6% pour les produits agricoles et de 8,6% pour les produits non agricoles.

Tableau A1.1 République kirghize: indicateurs des taux de droits

Année	Ensemble des produits			Produits agricoles ^a				Produits non agricoles				
	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		Franchise de droits (% de lignes)	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		Franchise de droits (% de lignes)	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		Franchise de droits (% de lignes)
		Globalement	Sur les lignes passibles de droits			Globalement	Sur les lignes passibles de droits			Globalement	Sur les lignes passibles de droits	
2014	11 167	5,0	9,4	47,4	2 454	8,5	10,7	20,7	8 713	4,0	8,8	55,0
2015	11 711	8,6	10,3	16,2	2 684	14,5	15,6	6,7	9 027	6,9	8,6	19,0
2016	11 610	8,2	10,0	17,4	2 683	14,4	15,5	6,6	8 927	6,4	8,1	20,6
2017-2019	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

a Définition de l'OMC.

Note: Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus mais les équivalents *ad valorem* et les composantes *ad valorem* des droits alternatifs sont pris en compte.
D'après la nomenclature du SH2012.

2015 NPF 2015 de la Fédération de Russie, qui inclut l'exception accordée à la République kirghize pour 2015.

2016 NPF 2016 de la Fédération de Russie, qui inclut l'exception accordée à la République kirghize pour 2016.

... Non disponible. Pas encore de données sur les droits NPF de la Russie pour les années 2017 à 2019. Droits en vigueur au 1^{er} janvier.

Source: Estimations de l'OMC d'après la BDI de l'OMC, les EPC de l'OMC et les autorités de la République kirghize.

2. Le tableau A1.2 présente la structure des droits appliqués du TEC/Fédération de Russie entre 2014 et 2016. La moyenne des taux NPF appliqués a été progressivement réduite, tombant de 9,4% en 2014 à 8,7% en 2015 et à 8,3% en 2016. Pour ce qui concerne les catégories de produits, les Membres de l'OMC faisaient face en 2015 à un droit moyen de 7,1% lorsqu'ils exportaient un produit agricole vers la Fédération de Russie, tandis que la moyenne des droits imposés pour les produits non agricoles était deux fois plus élevée (14,5%). En 2015, un peu moins d'un cinquième des lignes tarifaires concernant des produits non agricoles étaient en franchise de droits; pour les produits agricoles, ce chiffre s'établissait à 6,4%. Si l'on ne tient compte que des lignes passibles de droits, les autres États membres de l'UEE ont bénéficié, en 2015, d'une marge moyenne de préférence de 15,6% pour les produits agricoles et de 8,6% pour les produits non agricoles. Les chiffres pour 2015 et 2016 valent également pour le Bélarus.

Tableau A1. 2 TEC: indicateurs des taux de droits appliqués

Année	Ensemble des produits			Produits agricoles ^a			Produits non agricoles					
	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		Franchise de droits (% de lignes)	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		Franchise de droits (% de lignes)	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		Franchise de droits (% de lignes)
		Globalement	Sur les lignes passibles de droits			Globalement	Sur les lignes passibles de droits			Globalement	Sur les lignes passibles de droits	
2014	11 638	9,4	11,1	14,8	2 683	15,2	16,3	6,3	8 955	7,8	9,4	17,3
2015	11 711	8,7	10,2	14,9	2 684	14,5	15,6	6,4	9 027	7,1	8,6	17,4
2016	11 610	8,3	10,0	16,1	2 683	14,5	15,5	6,3	8 927	6,5	8,1	19,0
2017-2019	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

a Définition de l'OMC.

... Pas encore de données concernant les droits NPF de la Russie pour les années 2017 à 2019.

Les Parties sont convenues que le NPF de la Fédération de Russie correspondait au TEC.

Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus et les composantes *ad valorem* des droits alternatifs sont prises en compte.

Pour 2016, le calcul des moyennes tient compte des EAV lorsque les données proviennent de l'EPC 2016 de l'OMC de la Fédération de Russie.

D'après la nomenclature du SH2007 (2010-2011) et la nomenclature du SH 2012 (2012-2016).

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC fondées sur la BDI de l'OMC, les EPC de l'OMC et Trade Analysis Information Systems (TRAINS).

ANNEXE 2

MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES EN VIGUEUR DANS L'UEE ET ÉTENDUES
À LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE À COMPTER DU 12 AOÛT 2015**Tableau A2.1 Mesures antidumping définitives en vigueur dans l'UEE et étendues à la République kirghize à compter du 12 août 2015**

Pays/ territoire douanier	Produit, numéro d'identification de l'enquête	Mesure(s)	Date d'imposition initiale; référence de la publication ¹	Date(s) de prorogation; référence(s) de la publication
Mesures en vigueur au 1^{er} janvier 2015				
Allemagne	Véhicules utilitaires légers; ID: AD-10-DE	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 113 du 14 mai 2013	
Chine	Produits plats en acier laminé à froid revêtus de polymère; ID: AD-8-CN	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 49 du 24 mai 2012	1 ^{er} juillet 2017 Décision de la Commission n° 45 du 11 mai 2017
	Acide citrique ID: AD-15-CN	Droits de douane	12 août 2015 Décision de la Commission n° 15 du 10 mars 2015	
	Tubes et tuyaux sans soudure en acier inoxydable, écrous à froid; ID: AD-11-CN	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 65 du 9 avril 2013	
	Baignoires en fonte émaillée; ID: AD-12-CN	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 64 du 9 avril 2013	
	Roulements à billes (sauf roulements à aiguilles); ID: AD-3-CN	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission de l'Union douanière n° 705 du 22 juin 2011	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 197 du 17 septembre 2013
	Couverts en acier inoxydable ID: AD-14-CN	Droits de douane	12 août 2015 Décision de la Commission n° 56 du 19 mai 2015	
Inde	Électrodes en graphite; ID: AD-9-IN	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 288 du 25 décembre 2012	
Italie	Véhicules utilitaires légers; ID: AD-10-IT	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 113 du 14 mai 2013	
Turquie	Véhicules utilitaires légers; ID: AD-10-TR	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 113 du 14 mai 2013	
Ukraine	Certains tubes et tuyaux en acier; ID: AD-1-UA	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission de l'Union douanière n° 702 du 22 juin 2011	19 novembre 2015 Décision de la Commission n° 133 du 6 octobre 2015 3 juillet 2016 Décision de la Commission n° 48 du 2 juin 2016
	Cylindres de travail forgés; ID: AD-7-UA	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission de l'Union douanière n° 904 du 9 décembre 2011	28 février 2015 Décision de la Commission n° 3 du 20 janvier 2015

¹ Toutes les décisions peuvent être consultées sur le site de la Commission, <http://eec.eaeunion.org>.

ANNEXE 3**RÉSUMÉ DES DÉCISIONS N° 112/14, 18/15 ET 32/15 DU CONSEIL SUPRÊME****Tableau A3.1 Nombre de mesures non conformes avec le Protocole sur les services et l'investissement, par État membre de l'UEE et par type de mesure**

	BLR	KAZ	RUS	ARM	KYR
TOTAL	28	30	38	28	13
<i>Dont:</i>					
Entreprises publiques (paragraphe 16)	1	4	4	1	3
Droits exclusifs (paragraphe 17)	3	3	4	1	3
Traitement national (paragraphe 23)	20	21	27	5	9
Création d'entreprise (paragraphe 26)	26	21	32	6	10
NPF (paragraphe 28)	2	4	7	4	1
Restrictions quantitatives (paragraphe 31)	23	16	26	4	6
Prescriptions en matière de résultats (paragraphe 33)	2	4	3	2	3
Mode 4 (paragraphe 35)	3	9	12	5	5

Source: Décisions n° 112/14, 18/15 et 32/15 du Conseil suprême.

ANNEXE 4

SECTEURS DE SERVICES LIBÉRALISÉS DANS L'UEE CONFORMÉMENT
AUX DÉCISIONS DU CONSEIL, MARS 2018

1. Le tableau ci-dessous énumère les secteurs et sous-secteurs libéralisés et les plans de libéralisation correspondants, conformément aux Décisions du Conseil suprême n° 110 de 2014, n° 17 et 18 du 8 mai 2015, n° 30 et 31 du 16 octobre 2015 et n° 22 et 23 du 26 décembre 2016.

Tableau A4.1 Libéralisation des services dans l'UEE¹

Numéro ²	Secteurs et sous-secteurs	Correspondance avec la CPC ³	Libéralisation UEE				KYR
			BLR	KAZ	RUS	ARM	
SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES							
II.19	Services comptables, d'audit et de tenue de livres	82213, 82219 et 82220	2021				2021
I.26	Services de conseil fiscal	823	2015				2015
I.32	Services de conseil en architecture	83211	2015				2015
Services professionnels, à l'exception des services relatifs aux objets dangereux, complexes et patrimoniaux							
I.6	Services d'ingénierie	8334	2015	2024	2015	2015	
I.7	Services complexes	8331, 83342 et 83343					
I.8	Services d'aménagement urbain	83221, 83222, 83333					
I.9	Services d'architecture paysagère (à l'exception des objets patrimoniaux)	83222	2015				2015
Services professionnels liés aux objets dangereux, complexes et patrimoniaux							
II.2	Services d'ingénierie	8335 et 8339	2021	2024	2021	2021	
II.4	Services d'aménagement urbain	8322					
Tous les autres services fournis aux entreprises							
II.3	Services intégrés dans des domaines liés à l'ingénierie (autoroutes, routes, voies ferrées, pistes d'aéroport, ponts, routes en surface et souterraines, tunnels et ports, voies navigables, installations d'eau, principales conduites, lignes et lignes électriques, conduites et câbles et structures associées)	83312	2021	2024	2021	2021	
I.31	Services de consultation en matière d'installation de matériels informatiques		2015				2015
I.27	Services de réalisation de logiciels	83142					
I.28	Services de traitement de données	84300 et 85960					
I.29	Services de bases de données	84300					
I.30	Services liés aux équipements informatiques, y compris la maintenance technique et la réparation des équipements informatiques, et services connexes de préparation des données	83160					

¹ Le tableau reproduit la structure du document MTN.GNS/W/120. Les secteurs/sous-secteurs sont indiqués sous une forme résumée par rapport au texte intégral de chacune des décisions.

² Les numéros sont structurés comme suit: "I" signifie que les secteurs/sous-secteurs sont énumérés dans les Décisions n° 110 de 2014 et n° 17 et 31 de 2015; "II" désigne les secteurs/sous-secteurs énumérés dans les Décisions n° 30 de 2015 et n° 22 et 23 de 2016. Le nombre qui suit désigne le numéro (du secteur/sous-secteur) tel qu'il apparaît dans les décisions applicables.

³ Les décisions sont fondées sur la version 1 de la CPC.

Numéro ²	Secteurs et sous-secteurs	Correspondance avec la CPC ³	Libéralisation UEE				KYR
			BLR	KAZ	RUS	ARM	
II.21	Recherche-développement Développements expérimentaux dans le domaine des sciences naturelles dans le cadre de recherches appliquées	81110, 81120, 81130, 81140, 81150 et 81190	2020				2020
II.20	Recherche et application dans le domaine des sciences sociales et humaines	81210, 81220, 81230, 81240 et 81290					
II.8	Services liés aux biens immeubles, possédés ou loués (à l'exception des services de courtage immobilier)	72111, 72 112, 72121, 72122, 72130 et 72212					
II.9	Services d'évaluation des biens	72240 et 85990					
II.5	Services de location simple ou en crédit-bail de bateaux récréatifs sans opérateur	73240	2019				2019
I.24	Location de voitures et de matériel sans opérateur dans le cadre de services de location et de crédit-bail	73112, 73114, 73121 à 73123	2015				2015
I.25	Location d'articles personnels dans le cadre de services de crédit-bail et location de tous types de matériels de consommation à des fins récréatives	73210	2015				2015
II.6	Services dans le domaine de la publicité	83610, 83620, 83631 et 83690	2019				2019
II.7	Services d'audit	82211 et 82212	2022				2022
I.35	Services de recherche sur les marchés et de sondages d'opinion	83700	2015				2015
I.33	Services de consultation en lien avec les questions d'encadrement (à l'exception des services financiers mentionnés dans la Partie XVI de l'Accord sur l'UEE)	83111					
I.34	Services (à l'exception des services financiers mentionnés dans la Partie XVI de l'Accord sur l'UEE) liés aux consultations sur les questions d'encadrement	83112 à 83114					
II.11	Services d'essais et d'analyses techniques (en laboratoire et sur place) (à l'exception des travaux réalisés à des fins d'évaluation (confirmation) de la conformité de la production aux prescriptions établies)	83561 à 83564 et 83569	n.f.				n.f.
I.10	Services liés à l'agriculture	861, 86110 et 86121	2015				2015
I.11	Services liés à la sylviculture et au stockage de bois	86140					
I.12	Services liés à la gestion de la faune sauvage	86130					
I.36	Services d'hébergement et de recrutement de personnel, à l'exception des activités liées aux services d'emploi de ressortissants d'un État membre de l'UEE hors de cet État membre	85111	2015				2015

Numéro ²	Secteurs et sous-secteurs	Correspondance avec la CPC ³	Libéralisation UEE				KYR
			BLR	KAZ	RUS	ARM	
I.23	Services liés à la maintenance et à la réparation d'équipements, y compris la réparation d'articles personnels et d'articles de ménage (à l'exception des navires maritimes, des aéronefs et d'autres matériels de transport)	8715 et 87290	2015	n.d.	2015		2015
I.37	Services liés au nettoyage des bâtiments, en particulier le nettoyage et l'hygiène des bâtiments résidentiels ou des bâtiments commerciaux, administratifs et industriels (à l'exception de la désinfection)	85330	2015				2015
I.38	Services de photographie	8381, 83811 à 83815, 83819 et 83820					
I.39	Organisation et conduite de négociations et de séances	85970 et 85990					
I.40	Services d'interprétation et de traduction, liés à la traduction de textes d'une langue dans une autre	83910	2015				2015
II.12	Services géologiques, géophysiques et autres Travaux de recherche dans le cadre de services de consultation scientifique en géologie, géophysique, géochimie et autres sciences liées à la recherche de dépôts de minéraux solides, de pétrole, de gaz et d'eaux souterraines, à l'exception des travaux de terrain	83510	2019	2024	2019		2019
II.13	Services de surveillance du sous-sol	83520					
II.14	Services de surveillance des terres	83530					
II.15	Services de cartographie	83540					
II.16	Services de prévision météorologique	83550					
SERVICES DE COMMUNICATION							
II.17	Services associés à la production et à la distribution de films cinématographiques et de bandes vidéos	96121 et 96141	2019				2019
II.18	Services de projection de films	96152	2019				2019
I.42	Services d'enregistrement sonore	À partir de 96111	2015	2016	2015		2015
SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES							
Travaux de construction générale (à l'exception des objets dangereux et complexes ^a et des objets patrimoniaux ^b)							
I.1.	Pour l'érection de bâtiments pour tous usages	54111, 54112, 54121, 54122 et 54129	2015	2024	2015		2015
I.2.	Construction de sites d'ingénierie civils (à l'exception des services relatifs aux objets dangereux, complexes et patrimoniaux)	542, 54210, 54220, 54230, 54241, 54242, 54251, 54252, 54260, 54270 et 54290					

Numéro ²	Secteurs et sous-secteurs	Correspondance avec la CPC ³	Libéralisation UEE				KYR
			BLR	KAZ	RUS	ARM	
I.3	Assemblage et érection de bâtiments à partir d'éléments préfabriqués et travaux sur l'assemblage des équipements	54400 et 546					
I.4.	Travaux de construction et de finition à l'étape finale	547, 54710, 54720, 54730, 54740, 54750, 54760, 54770 et 54790					
I.5.	Travaux de préconstruction, travaux de construction spéciaux, démolition de bâtiments et location d'équipements de construction avec opérateur	543, 54310, 54320, 54330, 54341, 54342, 54511, 54512, 54521, 54522, 54530, 54540, 54550, 54560, 54570, 54590 et 54800					
Travaux de construction générale							
II.1	Pour la construction d'installations de construction civile	54210, 54220, 54230, 54241, 54242, 54251, 54252, 54260, 54310, 54320, 54330, 54342 et 54800	2021	2024	2021		2021
SERVICES DE DISTRIBUTION							
I.13	Services de commerce de détail ^c	611 et 612	2015	2016	2015		2015
I.14		621 – 623					
I.15	Services de courtage, à l'exception des services financiers mentionnés dans la Partie XVI de l'Accord sur l'UEE	612					
I.16	Services de franchisage	73340					
SERVICES LIÉS AU TOURISME ET AUX VOYAGES							
I.17	Services d'hôtellerie et entreprises de traiteur pour le public (à l'exception de la vente (du service) d'alcool)	63110, 63210, 63220, 63230 et 6330	2015	2016	2015		2015
II.10	Services d'agence de voyages (services d'organismes touristiques et d'agences de voyages)	67811 et 67812		2019			2019
SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)							
I.41	Services de divertissement (théâtres, concerts, cirques, etc.)	96210		2015			2015
I.43	Services liés à l'organisation d'activités sportives et d'autres activités récréatives (à l'exclusion des services de jeux)	96510, 96520, 96590, 96610, 96620 et 96990		2015			2015
SERVICES DE TRANSPORT							
I.22	Maintenance technique et réparation d'équipements pour le transport en véhicule automobile	87141	2015	n.d.	2015		2015
I.18	Services de traitement du fret	67190 et 64339					
I.19	Services d'entrepôt et de hangars de marchandises	67290					
I.20	Services d'agences de fret	67910					

Numéro ²	Secteurs et sous-secteurs	Correspondance avec la CPC ³	Libéralisation UEE				KYR
			BLR	KAZ	RUS	ARM	
I.21	Autres services intermédiaires, services liés au traitement des documents d'expédition, à l'inspection des cargaisons, à la pesée et autres services similaires						

n.d. Non disponible.

n.f. Non fourni.

- a Les "objets dangereux et complexes" englobent les objets dangereux, très dangereux et techniquement complexes de construction d'équipements, y compris les installations nucléaires, les systèmes de métro, les oléoducs, etc.
- b Les "objets patrimoniaux" désignent la conservation d'objets appartenant au patrimoine culturel (sites historiques et culturels).
- c A l'exception de: i) pour le Bélarus: vente d'éthanol, d'alcool et de produits contenant de l'alcool, et de produits du tabac; et ii) pour le Kazakhstan et la Fédération de Russie: vente d'armes et de systèmes d'armes, d'équipements militaires et de munitions, d'explosifs et d'équipements connexes, de métaux et pierres précieuses, de drogues et substances psychotropes, d'esturgeon et de caviar, d'éthanol, d'alcool et de produits contenant de l'alcool, de tabac et de produits contenant du tabac, de produits parapharmaceutiques et médicinaux (exception – jusqu'en 2016), etc.